

CASINO DE LA CORNICHE / SECTEUR DE BLIDA

HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*
Directeur des périodiques : *Georges Mazoyer*

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
17, rue Remy-Dumoncel, PARIS-14e. **Tél. 707-17-89.**
Télex 21311. Publio Réf. 581.
Prix de vente au numéro : France, 3 F. – Belgique, 30 FB. Suisse, 3 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14e. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.
BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin, B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29. CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF.
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070-BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements peuvent être pris à partir du n° 194 (nouvelle série Historia Magazine-Guerre d'Algérie) ou du numéro en cours.
2° Les souscripteurs au tarif n° 4 s'engagent pour la totalité de la collection. Ils ont la possibilité d'effectuer leur règlement en deux fois : à la souscription : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF ; au 48e numéro : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF.
3° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
4° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
5° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
6° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
7° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.



PREMIÈRES INTERVENTIONS ÉTRANGÈRES

Jean FONTUGNE

AU mois de juillet 1957, alors que la lutte contre les « droitistes » en Chine populaire est amorcée et que de profonds remous secouent l'Union soviétique, les pressions de l'étranger se font de plus en plus fortes pour obliger la France à trouver une solution rapide au problème algérien. C'est d'abord une nouvelle initiative du sénateur démocrate J.F. Kennedy, qui demande une prise de position du gouvernement américain en faveur de l'indépendance de l'Algérie. Puis la Confédération internationale des syndicats libres, au cours de son congrès tenu à Tunis (où la République vient d'être proclamée), intervenant dans les affaires de politique intérieure de la France, demande la reconnaissance de la nation algérienne.

Forts de ces alliés, les dirigeants du F.L.N., réunis au Caire, après avoir étudié l'élargissement des organes directeurs de leur mouvement, décident de poser comme condition préalable à toute négociation la reconnaissance de l'indépendance algérienne.

Le nouveau gouvernement français demande alors des moyens accrus pour lutter contre le terrorisme et le président René Coty, dans un discours prononcé à Mulhouse, prend un engagement officiel.

L'Assemblée nationale elle-même paraît enfin prendre conscience de ses responsabilités malgré les abstentions et les « absentés », et, dans la crainte d'un renversement du cabinet, de nouveaux pouvoirs spéciaux sont accordés à Bourgès-Maunoury. Mais, déjà, une pause est nécessaire et l'on reparlera de la loi-cadre en septembre.

En Algérie, le quadrillage du territoire se poursuit. La construction du barrage à l'est est activement poussée. Le F.L.N. n'en poursuit pas moins l'organisation de ses bases en Tunisie, malgré la demande de Bourguiba aux frères algériens de respecter la souveraineté de son pays. Des transports de matériel sont signalés d'est en ouest et une poussée de l'A.L.N. en direction du Sahara est marquée par la destruction de la centrale électrique de Laghouat.

Dans le même temps, le commandement militaire à Alger enregistre des résultats substantiels, conséquence de sa politique de pacification menée sur l'ensemble du territoire. Les cadres du F.L.N., qui ont quitté Alger, vont participer à l'encadrement des unités de l'A.L.N. et notamment de la wilaya 4.

J. F.

SOMMAIRE N° 228 :

Couverture : Photo S. Berthoud.


Documentation arabe

Tunis. Bourguiba y gouverne avec l'auréole de « Combattant suprême ». Mahsas et Ouamrane, délégués de Ben Bella et d'Abane, vont y régler des comptes à la mitraillette.

TUNIS: L'AFFAIRE MAHSAS ET LES CHIKAYAS ALGÉRIENNES

ENTRE Ben Bella, incarcéré à Paris, à la prison de la Santé, depuis octobre 1956, et Abane Ramdane, qui perd la « bataille d'Alger », quitte la capitale et entame, avec les trois autres membres du C.C.E., une « longue marche » pour gagner l'extérieur de l'Algérie, toute une lutte d'influence se déroule au cours des premiers mois de 1957. Ce

quand Ben Bella conteste la légitimité du "congrès de la Soummam"

seront, à Tunis, les deux premiers lieutenants de chacun des deux leaders, Ali Mahsas et Omar Ouamrane, qui livreront la bataille.

Ali Mahsas, vétéran du P.P.A. et de l'Organisation spéciale du M.T.L.D., est le meilleur ami de Ben Bella. Lorsque les deux hommes se sont évadés ensemble, en 1952, de la prison de Blida, c'est Mahsas qui a fourni la lime avec laquelle ont été sciés les barreaux des cellules des détenus. Les deux anciens prisonniers se sont retrouvés au Caire en 1955. En octobre 1956, lorsque l'avion des chefs de la « délégation extérieure » a été détourné dans le ciel d'Alger par les services spéciaux français, c'est Ali Mahsas qui a participé, à Tunis, aux côtés du sultan du Maroc Mohammed ben Youssef et du président tunisien Bourguiba, aux travaux de la « Conférence intermaghrébine » et qui s'est ensuite installé au siège central du F.L.N., 26, rue Es-Sadikia.

Comme le délégué de Ben Bella ne reconnaît pas la légitimité du « congrès de la Soummam », qui a placé à la tête de la résistance algérienne le Comité de coordination et d'exécution (C.C.E.), les deux tendances coexistent, depuis cette date, au sein du F.L.N. de Tunisie. Tant bien que mal, et plutôt mal que bien.



◀ *De gauche à droite :* Krim, Dahlab et Yazid. Le « congrès de la Soummam » en a fait des responsables au sommet du F.L.N. Ce congrès, Ben Bella en a été tenu à l'écart. Il en nie la légitimité. C'est la querelle ! Ben Bella aura le dessous.

Bourguiba va arbitrer le conflit. *De gauche à droite :* Ben Tobbal, Ouamrane, Abane Ramdane, Chérif Mahmoud et Krim Belkacem. *De dos :* Bourguiba. Ces Algériens-là sont les adversaires de Ben Bella, l'« homme de Nasser », selon eux.

Deux clans se disputent, en fait, le contrôle des 150 000 Algériens de Tunisie (résidents d'avant 1954, réfugiés chassés par les opérations militaires françaises ou combattants passés de l'autre côté de la frontière). Mahsas fait un effort particulier pour se gagner les sympathies d'un certain nombre d'Algériens qui ont quitté, depuis des années, le Souf, au sud de Biskra, pour aller s'embaucher en Tunisie, dans la région minière de Gafsa, et il établit d'étroites relations avec Taleb le Soufi, responsable F.L.N. qui s'occupe plus particulièrement de ces travailleurs, pour la plupart chaouïas.

Intrigues avec les responsables de la wilaya 1

Les alliances ou les rivalités tribales jouent d'ailleurs un grand rôle dans les choix que font, au sein de la wilaya 1 (Aurès - Nemencha) les leaders locaux F.L.N. qui ont fait allégeance à Amirouche, lorsque ce dernier a fait, au nom du C.C.E., une longue tournée dans la région, et ceux qui refusent de reconnaître l'autorité d'Abane et de ses amis parce que les combattants de l'Aurès n'ont pas été représentés au « congrès de la Soummam ». En Tunisie, Mahsas exploite à fond « la scandaleuse éviction des combattants de l'Aurès lors de la prétendue assemblée générale d'août 1956 », pour dresser contre le C.C.E. bon nombre d'anciens cadres de la wilaya 1, par exemple, Belaïd Houa, porte-parole d'Omar Ben Boulaïd, Lahzar Chraïet, Mohamed Saï, le chef chaouïa Abdelhaï, qui ne quitte pas son P.C. proche de la frontière, et le combattant du 1er novembre, Laghrour Abbès.

Si tous ceux-là se rallient sans trop discuter au délégué de Ben Bella, les tractations sont beaucoup plus laborieuses avec le chef du secteur de Souk-Ahras, Laskri Amara, dit Amara Bouglez, son adjoint politique Hadj Lakhdar et son adjoint militaire Aouacheria. Les trois hommes commandent en effet un secteur qui va de la montagne à la mer et par où transitent la plupart des armes acheminées vers le Nord constantinois et la Kabylie. Conscients de l'importance de la position stratégique qu'ils occupent, les « soukahrasiens » tiennent la dragée haute aussi bien à Mahsas qu'aux émissaires d'Abane. Ils se plaignent de ce que le « congrès de la Soummam » n'ait pas pris en considération leur revendication de transformer leur secteur en une « zone autonome analogue à celle d'Alger », et qu'on y ait même parlé de détacher la région de Souk-Ahras de la wilaya 1 pour la rattacher à la wilaya 2. Ils ne sont pas disposés pour autant, cependant, à se placer sous la tutelle du groupe benbelliste. Leur délégué à Tunis, Ahmed Nouar, garde le contact avec les deux factions rivales, ce qui permet de sauvegarder le « particularisme souk-ahrasien ».

Ce problème est celui qui préoccupe le plus l'homme qu'Abane a chargé de tenter de diriger, depuis la Tunisie, la wilaya 1 : Chérif Mahmoud. Originaire de Tébessa, cet ancien lieutenant de spahis, qui a fait, dans les rangs de l'armée française, les campagnes d'Italie, de France et d'Allemagne au cours de la seconde guerre mondiale et qui a gagné au feu la croix de guerre et la Légion d'honneur, a démissionné, en mai 1945, pour protester contre la répression antialgérienne. Militant de l'U.D.M.A., le parti de Fehrat Abbas, il est entré dans l'A.L.N. en 1956 et a été blessé dans un engagement. Ses compagnons ont réussi à le faire évacuer sur un hôpital tunisien et lorsqu'il a pu reprendre ses activités, il a établi, dans un appartement du centre de Tunis, un petit quartier général politique. Il a cependant bien du

Jeune Afrique



Ali Mahsas. Ami ▶ de Ben Bella depuis toujours. Depuis le P.P.A., l'O.S., le M.T.L.D. Depuis la prison de Blida, où ils étaient détenus en 1952. D'où ils se sont évadés, grâce à Mahsas. Ce dernier sera ministre de l'Agriculture quand Ben Bella gouvernera l'Algérie, en 1962.


Kahia

idoles est à jamais révolu », les cinq membres du C.C.E. envoient aux prisonniers de la Santé une lettre signée Ben M'Hidi, mais rédigée collectivement, dans laquelle ils énoncent brutalement les principes qu'ils entendent désormais faire appliquer : la direction suprême du F.L.N. appartient, selon la résolution du « congrès de la Soummam », au C.N.R.A. composé de militants de l'intérieur et de l'extérieur; il est normal que la majorité des membres du C.N.R.A. appartienne à l'intérieur.

Un certain Salaheddine

A cette conception de la « direction collective » des 34 membres du C.N.R.A., Ben Bella, dans sa réponse, oppose l'ancienne formule des « chefs historiques » : « Je considère qu'à la base de notre révolution algérienne existe un contrat moral entre neuf frères : Ben Boulaïd, Didouche, Boudiaf, Krim, Bitat, Ben M'Hidi, Aït Ahmed, Khider et Ben Bella. Aucune considération relative au rôle, si important soit-il, joué par d'autres frères, gagnés par la suite à la révolution (même si leur participation à ce contrat moral n'a été empêchée que par les circonstances), ne peut altérer, à mes yeux, ce principe intangible conditionnant ce contrat moral. »

Sans faire ainsi allusion à Abane, Aït Ahmed envoie au C.C.E. une « étude » dans laquelle il critique la grève de huit jours ordonnée par la direction F.L.N. d'Alger et ajoute : « Ce mouvement aurait été beaucoup plus positif s'il avait fait la preuve de la démonstrativité et de l'autorité d'un gouvernement algérien. »

Mahsas reprend, au cours de ses interventions dans les cercles F.L.N. de Tunisie, les principaux thèmes des documents sortant — non sans difficulté parfois, du fait des fouilles — de la prison de la Santé : critique du « congrès de la Soummam », qui a « rompu le contrat moral entre les chefs historiques », critique du C.C.E., dont la grève de huit jours pour l'O.N.U. a coûté trop cher à la population musulmane d'Alger, critique de son rival, le Dr Lamine. Abane décide alors d'engager contre ce redoutable propagandiste un adversaire à sa taille : Omar Ouamrane.

L'ancien chef de la wilaya 4 part, à la mi-février, pour la Tunisie, avec un passeport (nº 13365) délivré au nom de Salaheddine ben Mohamed ben Ahmed, sujet tunisien. Connaissant la gravité de la situation des membres du C.C.E., serrés de plus en plus près, à Alger, par les policiers français, il a la conviction que ses amis le suivront d'assez près.

A Tunis, que se passe-t-il? Bourguiba suggère aux principaux responsables « abanistes » et « benbellistes », qui peuvent difficilement décliner cette invitation pressante, de se rencontrer pour essayer de trouver, à défaut d'un accord politique, ▶

mal à asseoir son autorité dans les milieux algériens.

Tous les représentants d'Abane se trouvent dans la même situation, qu'il s'agisse du Dr Lamine Debaghine, nouveau chef de la « délégation extérieure », et des deux congressistes de la Soummam, les commandants Mezhoudi et Ben Aouda, respectivement délégué politique et délégué militaire du C.C.E. à Tunis. Face à Mahsas, arrivé sur le terrain bien avant eux, ils marquent le pas. Ils peuvent, cependant, jouer une carte efficace en recherchant l'appui du gouvernement tunisien contre des adversaires dont ils soulignent le comportement « arrogant et irresponsable ».

Le fait est que certains groupes armés de la wilaya 1, qui ne sont contrôlés par aucun état-major de la résistance algérienne, ne se soucient guère de la souveraineté des Tunisiens, au moment même où la France accuse ceux-ci de se faire « les complices des fellaghas », et qu'ils se conduisent en Tunisie comme en pays conquis. Bourguiba finit par engager contre eux une partie de son armée et de sa garde nationale, notamment dans les régions de Sbeïtla et de Redeyef, et par faire arrêter deux des alliés les plus fidèles de Mahsas, Laghrour Abbès et Abdelhaï. Cette contre-attaque a des effets de l'autre côté de la frontière, car elle aggrave les dissensions au sein de la wilaya 1. Omar Ben Boulaïd se réfugie en Libye (d'où il gagnera le Maroc, après un court séjour au Caire).

Pendant ce temps, les controverses et les polémiques entre dirigeants anciens et nouveaux du F.L.N. se développent à travers toute une correspondance secrète, mais qui tombe parfois aux mains de la police française.

Lettre au prisonnier

Les quatre leaders emprisonnés à la Santé — Ben Bella, Boudiaf, Aït Ahmed et Khider — écrivent à Lamine Debaghine, alors en mission en Espagne, puis en Suisse, pour lui dire qu'il n'a pas l'envergure suffisante pour exercer les fonctions de chef de la « délégation extérieure » du F.L.N. Aït Ahmed écrit personnellement à Abane, à Alger, pour préciser les griefs qu'il nourrit contre le médecin de Saint-Arnaud. Ben Bella expose tout le dossier de ce contentieux dans une lettre qu'il adresse à Mahsas, à Tunis (« Nous sommes tous catégoriques : c'est une aberration de l'esprit que de concevoir Lamine assumant la responsabilité qui lui a été confiée »). Ben Bella entrera d'ailleurs dans une grande colère quand il apprendra que l'un de ses avocats, Ahmed Boumendjel (qui, du coup, sera « déconstitué » pendant plusieurs semaines), a communiqué à Abane le double de cette missive.

Le C.C.E., cependant, ne se laisse pas influencer. Tandis que, dans sa réponse à Aït Ahmed, Abane attaque nommément Ben Bella en affirmant que le « culte des

Bourguiba sera chargé d'arbitrer le conflit entre les délégués d'Abane et de Ben Bella

un *modus vivendi* leur permettant de coexister pacifiquement.

Une réunion est organisée, le 8 mars, près de la bourgade tunisienne de Souk-el-Arba, à la ferme Mokrani, qui sert de base de repli et de lieu de repos aux *djounoud* de la zone de Souk-Ahras. Y participent, d'un côté, Mahsas, flanqué de Lahzar Chraïet et de Mohamed Saï, et de l'autre, Chérif Mahmoud et Ben Aouda. Le délégué de Ben Bella n'est pas venu, cependant, dans des dispositions conciliantes. Persuadé que les hommes en armes dont il dispose sont plus nombreux que ceux de ses rivaux, il se déchaîne contre le C.C.E., « ses prétentions et ses erreurs tactiques », et il clôt la conférence en annonçant qu'il va demander à Bourguiba de ne plus reconnaître Mezhoudi comme représentant politique en Tunisie de la révolution algérienne.

Ouamrane et le Combattant suprême

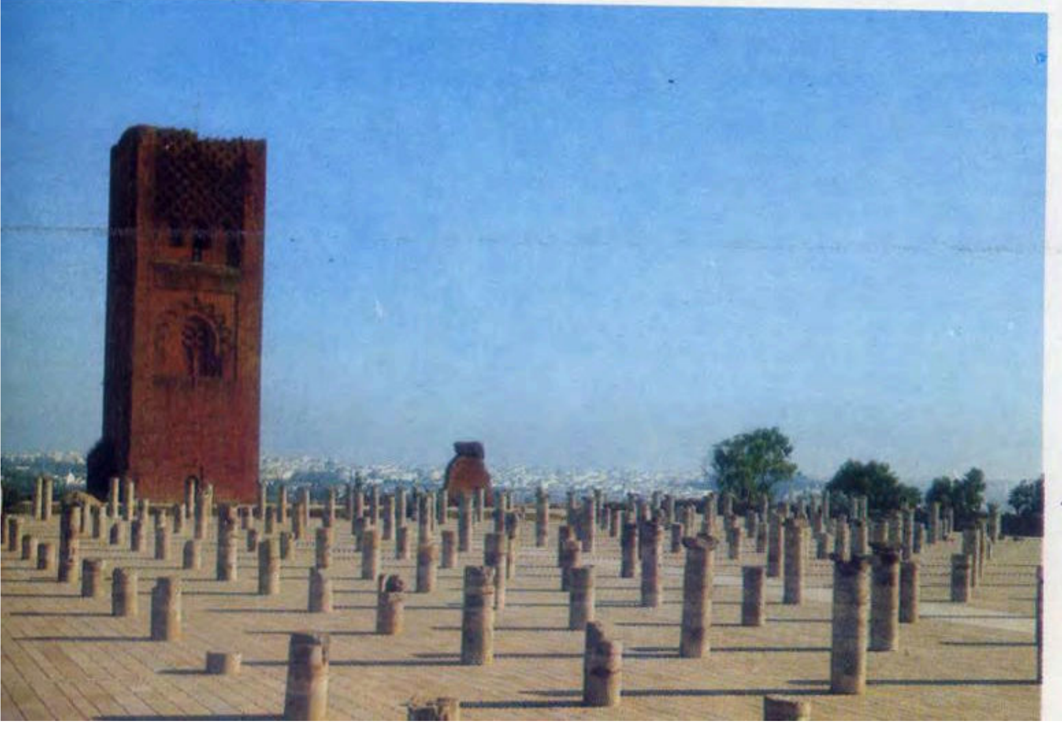
L'état-major des responsables fidèles au C.C.E. se réunit le lendemain, à Tunis, pour discuter de la conduite à tenir devant cette déclaration de guerre. Le Dr Lamine et Mezhoudi viennent d'être rejoints par Ouamrane, tout juste arrivé à Tunis en compagnie du commandant Kaci — celui-là même dont l'unité avait protégé les congressistes de la Soummam. Ce renfort remonte le moral à Chérif Mahmoud, qui avait d'abord parlé — ce propos lui sera reproché plus tard — de « quitter la Tunisie inhospitalière ». C'est à l'unanimité qu'est prise la décision de ne pas céder à Mahsas, de passer à la contre-attaque et d'en appeler au président Bourguiba.

Le « Combattant suprême », qui reçoit Ouamrane quelques heures à peine après avoir reçu le message de Mahsas, n'est pas mécontent d'arbitrer le différend entre le représentant de Ben Bella et celui d'Abane. Il confie au secrétaire d'État à la présidence, Bahi Ladgham, qui a jadis été incarcéré en Algérie, à la prison de Lambèse, pour son action anticolonialiste, la mission de présider une « conférence algéro-tunisienne » chargée de « resserrer l'unité des Tunisiens et des Algériens et celle des Algériens entre eux ».

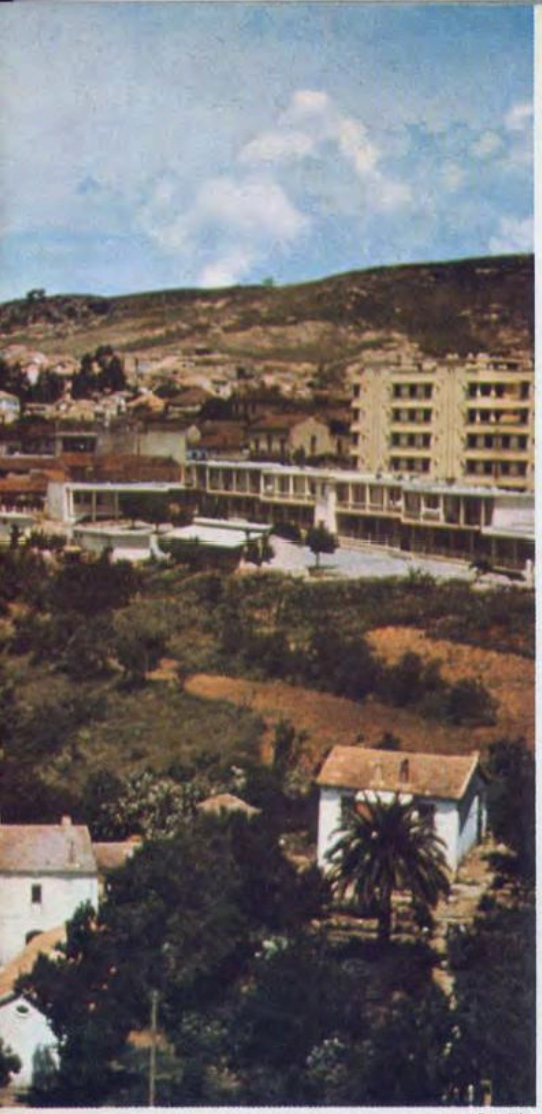
La rencontre se déroule le 12 mars. Pour impressionner les Algériens des deux bords (Ali Mahsas comme le groupe Ouamrane-Kaci-Chérif Mahmoud), Ladgham s'est fait assister des personnages les plus importants de l'équipe de Bourguiba : l'avocat Abdelmajid Chaker, qui assure la défense de plusieurs détenus F.L.N., Ahmed Tlili, secrétaire général de l'Union générale des travailleurs tunisiens, la puissante centrale syndicale qui aidé, dans ses débuts, son homologue algérienne, l'U.G.T.A., et le ministre de l'Intérieur, Taïeb Mehiri, dont les services assurent la protection — et la surveillance — des turbulents leaders du F.L.N.

Les dossiers que ce dernier a ouverts contre un certain nombre d'Algériens

Serraillier/Rapho



◀ Le Maroc deviendra aussi terre privilégiée d'asile et de soutien pour la rébellion algérienne. Conseils, accueil, aide matérielle et appui politique ne manqueront pas, au royaume de Mohammed V. Ici, sous le ciel de Rabat, la tour de Hassan...



Reveillère

◀ La querelle Mahsas-Ouamrane, qui se soldera par la victoire du clan Abane sur celui de Ben Bella, décide le F.L.N. à s'installer en Tunisie, où il commence à implanter des bases militaires le long de la frontière. En territoire français, Souk Ahras, le secteur avancé.

Ben Bella, arrêté, ira de prison en prison. Ici, à la Santé, entre Yaker et Lebjaoui, à sa droite, et David Rousset, à sa gauche. Sa correspondance de prisonnier, saisie par les services français, illustre les profondes divergences entre Arabes et Kabyles. ▶



Coll. particulière

coupables de divers délits commis contre des Tunisiens ne sont pas contestés par Mahsas et Ouamrane, qui demandent seulement que les inculpés (parmi lesquels Laghrour Abbès et Abdelhaï) soient remis à des tribunaux F.L.N. qui les jugeront.

Lorsque l'on en arrive aux « contradictions entre Algériens » — qu'il faut, dit Ladgham, « absolument surmonter » —, Mahsas et Ouamrane, qui ne veulent pas vider à fond leur querelle devant leurs hôtes, reconnaissent qu'il serait souhaitable que les « prisonniers de Paris » et le C.C.E. eussent, en Tunisie, une représentation commune capable de parler au nom de l'ensemble du F.L.N. Plusieurs solutions sont envisagées, par exemple la nomination d'une « personnalité acceptable par Ben Bella comme par Abane », ou encore la désignation d'une « direction collective » respectant l'équilibre entre les deux parties. « Le débat qui vient de s'instaurer, déclare Ladgham, doit être poursuivi. » Tout le monde approuve.

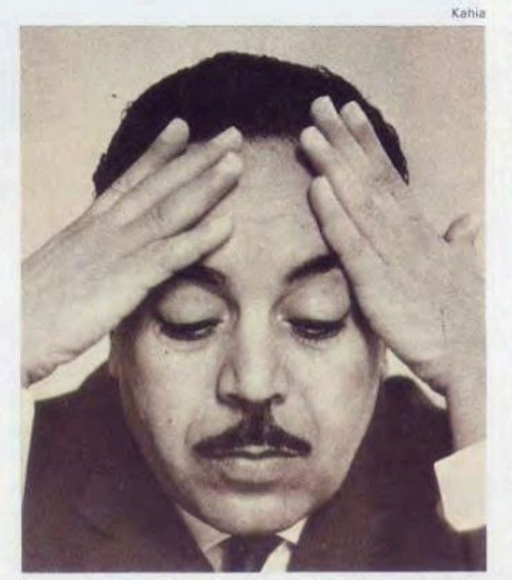
Ouamrane et Mahsas font preuve d'une égale « bonne volonté »... et d'une égale dissimulation, car chacun cherche à « endormir » l'autre pour préparer, dans l'ombre, le coup décisif qui surprendra et qui terrassera l'adversaire.

Dès le 13 mars, Ouamrane se rend à Souk-el-Arba et rencontre, à la ferme Mokrani, le chef F.L.N. de la région de Souk-Ahras, Laskri Amara, qui vient de passer en Tunisie. L'ancien sergent apporte des nouvelles fraîches sur le développement, en Kabylie et dans le Constantinois, d'une lutte que le C.C.E. a portée à un point jamais atteint jusque-là. Il est persuasif. Il réussit à arracher à son interlocuteur une déclaration de loyalisme envers le C.C.E. nette et sans équivoque. Une seule contrepartie : la zone de Souk-Ahras obtiendra, non pas l'autonomie totale qu'elle avait réclamée, mais une autonomie partielle en tant que « base centrale de ravitaillement organiquement reliée à la fois à la wilaya 1 et à la wilaya 2 ».

Ouamrane se garde bien de parler de ce succès lorsqu'il rencontre Mahasas et qu'il débat avec lui d'un projet d'accord politique (le délégué de Ben Bella, s'il renonçait à contester la représentativité des porte-parole du C.C.E. à Tunis, pourrait se voir confier par le C.C.E. la mission de réorganiser la Fédération de France du F.L.N., décapitée après l'arrestation de ses chefs en février.

De son côté, Mahsas, qui feint d'être intéressé par la proposition, ne révèle évidemment pas qu'il vient, quelques heures plus tôt, de porter un rude coup au clan des amis d'Abane : il a fait envahir par un commando d'une dizaine de ses partisans le bureau de Chérif Mahmoud

Kahia



Saad Dahlab. En Algérie au moment de la querelle entre Mahsas et Ouamrane, il rejoindra ensuite Tunis.

et séquestrer le premier envoyé spécial du C.C.E. Cette initiative audacieuse a, pour lui, valeur de test. Si les Tunisiens la tolèrent, ou ne protestent que mollement, il peut envisager, cette fois, de faire enlever Ouamrane lui-même...

Un événement imprévu va faire échouer tous ces plans. Alors que le chef du commando de Mahsas devait placer Chérif Mahmoud « en résidence surveillée » dans un lieu sûr hors de Tunis, il se laisse convaincre par l'éloquence de son prisonnier, qui propose « une explication générale entre frères », et il passe un coup de téléphone au siège central du F.L.N. pour exposer la situation nouvelle qui s'est créée.

Une scène de western en plein Tunis

C'est ainsi que Ouamrane apprend la détention de Chérif Mahmoud dès qu'il arrive au 26, rue Es-Sadikia. Il agit alors avec une promptitude qui lui permettra de gagner la partie. Il rassemble, en toute hâte, une cinquantaine de ses partisans, armés, qui se déploient en force autour de l'immeuble où son ami est gardé à vue. Les badauds assistent alors, en plein Tunis, à une scène de western. Le commando Ouamrane pénètre dans la maison, ▶

les tunisiens sauvent la vie à Ali Mahsas, qui file en Italie. Et Ben Bella capitule

désarme le commando Mahsas et délivre Chérif Mahmoud. Après quoi les hommes du commando se rendent au domicile de Mahsas et arrêtent le délégué de Ben Bella.

Bourguiba, son ministre de l'Intérieur Mehiri et le responsable des services de sécurité tunisiens Driss Guigua, demandent à Ouamrane « ce que signifient ces règlements de comptes ». L'ancien chef de la wilaya 4 explique que c'est Mahsas qui, le premier, a troublé l'ordre en Tunisie en faisant arrêter Chérif Mahmoud et que, pour sa part, il n'a fait que riposter en libérant le prisonnier et en kidnappant son kidnappeur. Il ajoute qu'il a fait enfermer Mahsas dans une villa de la banlieue de Tunis, en attendant que le C.C.E. décide de son sort. A son avis, Mahsas doit être conduit dans le Constantinois, où séjournent Krim Belkacem et Ben Khedda, en route pour Tunis, et c'est là que l' « affaire Mahsas » doit trouver son épilogue.

Accord conclu : Mahsas s'en va...

— Nous ne voulons pas d'épilogue sanglant, rétorquent les Tunisiens. Nous acceptons que, au sein du F.L.N., les représentants du C.C.E. exercent tous les pouvoirs à Tunis, mais à condition que Mahsas ait la vie sauve et puisse se réfugier en Europe. Ce sera la meilleure solution pour tout le monde, et même pour vous, car vous n'avez pas intérêt à dramatiser vos divergences au moment même où Lamine affirme à tous les journalistes, notamment français, présents à Tunis — Max Clos, du *Figaro*, Jean Rous, de *Franc-Tireur*, Marcel Niedergang de *France-Soir*, Bortoli, de l'O.R.T.F., et Biondi, de la presse socialiste — qu'il n'y a pas de luttes de tendances au sein du F.L.N.

Un accord est finalement conclu dans ce sens. Mahsas file discrètement en Italie. Politiquement, le C.C.E. est gagnant sur toute la ligne. Ses quatre membres — Abane Ramdane, Belkacem Krim, Ben Khedda, Saad Dahlab — sont encore en Algérie et ils ne se retrouveront que quelques semaines plus tard à Tunis, mais leur autorité est pleinement reconnue par tous les responsables F.L.N. que Bourguiba a invités dans sa capitale à l'occasion de la commémoration solennelle du premier anniversaire de l'indépendance de la Tunisie. Le Dr Lamine Debaghine, Ferhat Abbas, Ouamrane, Ben Aouda, Mezhoudi, le secrétaire général de l'U.G.T.A. Rachid Gaït et l'avocat constantinois Aït Ahcène, responsable des réseaux du F.L.N. en Allemagne de l'Ouest (où se sont réfugiés pour échapper à la D.S.T., un certain nombre de cadres de la Fédération de France), réorganisent, en attendant l'arrivée du C.C.E., les structures politiques et militaires du F.L.N. de Tunisie.

Ils s'emploient notamment à donner à Chérif Mahmoud, qui installe son P.C. à Tadjerouine, non loin de la frontière algéro-tunisienne, les moyens d'exercer un commandement non pas virtuel, mais bien réel au sein de la wilaya 1.

Albert Paul LENTIN

R. Vauker

Spectacle de la rue à Biskra, au sud de Batna, centre de transit d'armes venant de Tunisie. Du moins jusqu'au moment où la vigilance française va se réveiller à la frontière. Un conteur arabe fait toujours recette.

A.G.I.P.



◄ Ben Aouda, un des organisateurs des bases F.L.N. en Tunisie. Il signera, en 1962, au nom de l'armée algérienne, le cessez-le-feu qui résulte des négociations d'Évian.



Ph. Marbot

Alger, dans toute sa splendeur, au moment où Yacef Saadi, dans toute sa fureur d'avoir perdu la première manche de la « bataille », décide de jouer la carte terroriste à outrance. Alors recommence, dans la Ville blanche, le temps du sang et de la violence. Programme de Yacef : faire peur à tout prix. Objectifs : arrêts de tramways, pistes de danse. Jour J : 3 juin 1957.

APRÈS LES BOMBES ET LES LAMPADAIRES

LE TERRORISME JOUE SON VA-TOUT AU CASINO DE LA CORNICHE

Au 31 mars 1957, quand s'achève la « bataille d'Alger », il ne reste pas grand-chose de l'organisation politico-militaire du F.L.N.

La mort de Ben M'Hidi et la fuite des autres membres du C.C.E. ont fait de Yacef Saadi le patron de la zone autonome d'Alger.

Le premier problème qui se pose à Yacef Saadi est d'établir des liaisons avec ses supérieurs, qui se trouvent quelque part entre la Kabylie et la Tunisie. Dans la Casbah, qu'il n'a jamais quittée, la sécurité est bien plus précaire qu'avant. La ville arabe a été découpée en quartiers, îlots, blocs d'immeubles par le D.P.U.

En dépit de ces difficultés, l'ex-boulanger, à qui la ruse n'a jamais manqué, parvient à rassembler autour de lui une sorte d'état-major restreint. Chaque membre se voit confier un rôle bien déterminé. Ali la Pointe, dont la photographie a été souvent à la « une » des journaux algérois, reste chargé des groupes de choc. Il sera assisté de Hassiba Bent Bouali. La jeune intellectuelle suivra l'ex-souteneur jusque dans la mort. Si Mourad, de son vrai nom Debih Chérif, dépanneur d'appareils électroménagers dans le « civil », s'occupera à titre provisoire de l'organisation politico-administrative. Plus tard, il deviendra l'un des responsables du réseau « bombes ». Pour l'heure, ce réseau est confié à Hattab Abderrahmane, dit Habib ▶

les tueurs de Yacef Saadi agissent, parfaitement déguisés en employés du gaz et de l'électricité

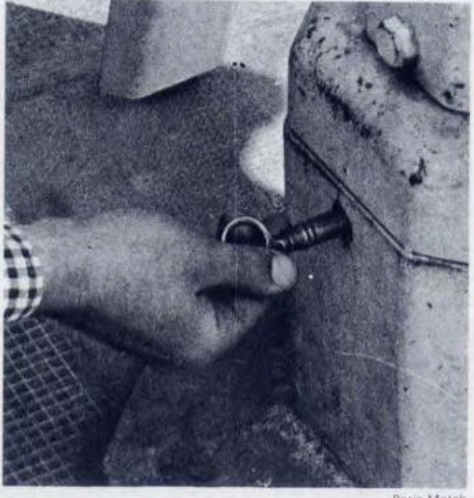


Paris-Match

◀ Dépanneurs, monteurs du gaz et de l'électricité, en Algérie, étaient souvent des musulmans. Rien de plus facile, pour le F.L.N., que de se procurer leurs bleus de travail et leurs casquettes et d'en habiller le commando qui posera, sans attirer l'attention, ses bombes dans des socles de lampadaire.



Les clefs ? Facile aussi. Et au jour J, dans la matinée, le commando, travesti en équipe de paisibles agents de l'E.G.A., opère tranquillement en plein soleil, sous l'œil d'une foule confiante. Les bombes sont réglées pour éclater à l'heure de pointe, entre 18 h 25 et 18 h 30 : 8 morts. ▼



Paris-Match

Reda, qui constituera une petite équipe de neuf hommes inconnus de Yacef Saadi.

Ce dernier prend Kamel (Hadji Othmane) pour adjoint militaire et garde près de lui, en qualité de secrétaire, Djamila Bouhired et Zohra Drif. Son neveu Petit-Omar, un garçon de douze ans, assurera les liaisons. Dans les semaines qui suivent, le chef de la Z.A.A. récupère quelques rescapés : Hafaf Arezki, dit Houd, le responsable des liaisons et renseignements ; Skander Noureddine et Benhamida Abderrahmane, deux anciens des groupes armés ; Alilou, ancien proxénète, comme Ali la Pointe, qui servira plus tard dans les « bleus de chauffe » du capitaine Léger, et enfin Ghandriche Hassan, un copain de football de 1943.

Vers la fin du mois d'avril, Yacef Saadi a rétabli les liaisons avec le C.C.E. Sa nouvelle organisation terroriste est prête à entrer en action. Elle est plus souple, plus légère et mieux cloisonnée que la précédente. Son chef a su tirer les leçons de la première « bataille d'Alger ». Il s'agit maintenant de lancer une nouvelle vague d'attentats pour montrer aux Français qu'à Alger le F.L.N. est loin d'avoir désarmé malgré les parachutistes.

Reprendre le combat en frappant la population civile, c'est aussi une nécessité politique pour contrebalancer l'action psychologique du 5e bureau au sein de la masse musulmane. Et puis il y a également, chez Yacef Saadi, l'impérieux besoin de prendre une revanche personnelle sur Massu. Un besoin que partagent tous ceux qui forment autour de lui le dernier carré et que Taleb Abderrahmane, le chimiste de la première « bataille d'Alger », réfugié en wilaya 4 (Algérois), a exprimé en ces termes dans une lettre qu'il a fait parvenir à Yacef :

« Je n'ai qu'un espoir, c'est qu'un jour j'aurai la possibilité de jouer la seconde manche avec Massu. Il ne perd rien pour attendre, le salaud ! »

Cette seconde manche ne s'engagera véritablement qu'au début du mois de juillet. En attendant, deux événements, très différents l'un de l'autre, vont sérieusement préoccuper Robert Lacoste. Au mois d'avril, la tension, qui était tombée avec la quasi-disparition des attentats terroristes, remonte brusquement dans les milieux européens. On annonce en effet pour le 23 avril l'arrivée à Alger d'une commission privée du parti de Mendès-France pour enquêter sur les tortures...

Aussitôt, c'est un vent de colère qui souffle dans toutes les associations d'anciens combattants, d'étudiants, les groupements « Algérie française ».



Paris-Match

◀ **La salle du Casino de la Corniche après l'attentat du dimanche de Pentecôte 1957. Tout est broyé. Un employé du Casino, Iméklaf, en possession de la bombe à 9 heures, réclame la clef de la salle de danse, alors déserte, pose l'engin sous l'orchestre, rend la clef à 13 h 30 et file au maquis.**

Devant la menace des troubles que provoquerait l'arrivée des « enquêteurs » de la rue de Valois, le ministre résidant estime plus sage de leur interdire le voyage d'Alger.

D'étranges dépanneurs

L'autre événement se situe au début du mois de mai. Il sera plus ou moins étouffé par le Gouvernement général. Tout commence par un attentat. Chemin Polignac, dans le quartier du Ruisseau, vers minuit, deux terroristes abattent à coups de revolver deux parachutistes qui regagnent leur cantonnement après une soirée au cinéma. Sitôt informés, leurs camarades décident une action punitive pour les venger. Guidés par un membre du D.P.U. qui croit savoir qu'un certain bain maure abrite des terroristes, les paras enfoncent la porte de l'établissement, qui se transforme la nuit en asile pour les « clochards » du coin. Une centaine de pauvres bougres qui dormaient sur des nattes, à même le sol, sont réveillés en sursaut et alignés contre le mur. Les mitraillettes claquent... Les auteurs du double attentat étaient-ils dans le lot des victimes? On ne le saura jamais. Cette nuit-là, après des semaines d'accalmie, le sang d'innocents tache de nouveau le pavé d'Alger.

Le sang de victimes civiles va encore couler le 3 juin. Une date qui marque la reprise du terrorisme à Alger. C'est un lundi. Il fait très chaud et la ville s'est mise en tenue d'été : robes légères pour les femmes et les jeunes filles, pantalons et chemisettes de toile pour les hommes. Le soleil, le ciel bleu, la mer lisse comme une patinoire chantent le retour des beaux jours. A Bab-el-Oued et sur les petites terrasses blanches de la Casbah, le linge qui sèche à l'air libre forme des guirlandes multicolores. Comme toutes les villes typiquement méditerranéennes, Alger vit dans la rue. Le dimanche, sur les plages des environs, on s'efforce d'oublier la dernière tragédie de l'hiver : les bombes du 10 février au stade d'El-Biar et au stade municipal.

Vers 16 heures, ce 3 juin 1957, quatre hommes – des musulmans – vêtus de bleus de travail et coiffés de la casquette de drap bleu marine de l'E.G.A. (Électricité et Gaz d'Algérie) s'affairent au pied d'un lampadaire, rue Alfred-Lelluch, près du plateau des Glières, au bas de la grande poste. L'un d'eux, Merzaoubi Ahmed, ouvre avec une petite clé le regard aménagé dans le socle en fonte du lampadaire. Un de ses compagnons fait mine de resserrer des écrous de fixation. Il cède la place à un troisième homme qui dépose discrètement un paquet qu'il a tiré de la sacoche en cuir qu'il porte en bandoulière comme tous les dépanneurs de l'E.G.A.

Ces hommes ne sont pas des ouvriers d'Électricité et Gaz d'Algérie. Ils appartiennent au réseau « bombes » de Habib Reda. C'est lui qui a eu l'idée machiavélique de placer des engins explosifs dans le pied des lampadaires, juste aux arrêts des trolleybus. Un militant du Front, qui travaille réellement à l'E.G.A., a fourni la clé et les uniformes.

A l'heure de sortie des bureaux

« Ça va faire un feu d'artifice comme on n'en a encore jamais vu! » s'est exclamé Ali la Pointe quand Habib Reda lui a annoncé l'opération « lampadaires ».

Leur « travail » terminé rue Alfred-Lelluch, Merzaoubi et ses trois complices se rendent tranquillement à pied au carrefour de l'Agha par le boulevard Baudin, passant ainsi devant le commissariat central d'Alger. Mais comment soupçonner quatre braves employés de l'E.G.A.? Au carrefour de l'Agha, les quatre terroristes choisissent le lampadaire le plus proche de l'arrêt du trolleybus pour placer le deuxième engin. Le troisième et dernier est mis dans un autre lampadaire, à la station du Moulin, juste au bas de la rue Hoche. Les trois bombes ont été réglées par Berazouane Saïd, un nouveau. Elles doivent exploser entre 18 h 25 et 18 h 30, à la sortie des bureaux, à l'heure où, aux arrêts d'autobus et de trolleybus, on fait queue pour rentrer chez soi.

La première explosion a lieu rue Alfred-Lelluch. En quelques secondes, le trottoir est jonché de corps criblés d'éclats de fonte du lampadaire piégé. De partout on se précipite pour porter secours aux blessés tandis que les sirènes des ambulances mugissent lugubrement, rappelant les sombres jours de janvier et de février. Une vieille Mauresque, atteinte aux deux jambes, incapable de ▶



Djouher Akhror, 17 ans, auteur de l'attentat du stade municipal d'Alger : 2 morts, 15 blessés.

Les « diaboliques » du dimanche sèment la mort sur les stades

10 février 1957. Un dimanche. Place du Gouvernement, trois garçons et deux filles attendent, au pied de la statue du duc d'Orléans. Un taxi doit les prendre, à 14 h 15, pour les emmener au stade. Ce ne sont pas des sportifs tout à fait comme les autres. Les garçons ont un peu l'air traqués : Rahal Boualem, Bellamine Mohand et Bellamine Boudjema. Ils font partie des réseaux terroristes de Yacef. On leur a donné l'ordre, la veille, de déposer deux bombes au stade d'El-Biar et deux autres au stade municipal. A 16 h 15. Ces bombes, les filles qui les accompagnent les ont attachées sous leur gabardine, avec des foulards blancs. On ne fouille pas les femmes musulmanes. De petites bombes, pas plus grosses qu'un dictionnaire. Les gamines sont des lycéennes, Baya Hocine, qui fera équipe, au stade d'El-Biar, avec Bellamine Mohand, seize ans, et qui, d'une main sûre, déposera une bombe sur les gradins et l'autre dans les w.-c. de la buvette. Djouher Akhror, elle, en compagnie de Rahal Boualem, ira au stade municipal. C'est en dînant, le soir, qu'ils apprennent le bilan : 10 morts et 45 blessés.



Baya Hocine, 16 ans, terroriste du stade d'El-Biar. Elle déposa deux bombes. 8 morts, 30 blessés.

18 h 30 : un monde fou à la Corniche. Soudain, c'est l'explosion...

marcher, est portée vers une pharmacie toute proche par un pompier et un civil musulman.

C'est une scène identique qui se déroule, quelques minutes plus tard, à l'Agha, près du café Métropole, entre une bijouterie et un grand magasin d'articles de sports. Là aussi, la bombe terroriste a fauché indifféremment Européens et musulmans qui attendaient le trolleybus. Les victimes sont pour la plupart des gens de condition modeste, petits employés, ouvriers, dockers, ménagères. Des enfants aussi, qui sortaient d'une école.

Rue Hoche, c'est un véritable miracle qui a voulu que le troisième engin n'ait fait que deux blessés. En effet, il a éclaté quelques secondes après le départ du trolleybus. Les deux victimes sont deux jeunes gens que le véhicule, complet, n'a pas pu charger.

Ces trois attentats feront huit morts, dont trois enfants de six, dix et quatorze ans, et quatre-vingt-douze blessés, dont beaucoup, comme les précédentes victimes des bombes du F.L.N., devront être amputés qui d'un bras, qui d'une jambe.

Le soir même, la ville a changé de visage. Elle a pris son aspect des mauvais jours, des jours de colère. En quelques heures, l'air s'est chargé de dynamite. Tandis qu'à l'hôpital de Mustapha les chirurgiens opèrent sans discontinuer et que, derrière les grilles, les familles des blessés attendent anxieusement des nouvelles, les Algérois serrent les poings de rage impuissante devant ce nouveau massacre. Dans les quartiers musulmans, ce n'est pas la rage, mais la peur. La peur des représailles aveugles qui ajouteront la violence à la violence, les deuils aux deuils.

Pourquoi pas le Casino ?

Le mercredi 5 juin, les pieds-noirs enterrent les morts des lampadaires sans se douter qu'une autre tragédie se prépare, aussi atroce, aussi meurtrière. En effet, le C.C.E. presse Yacef Saadi d'intensifier la reprise du terrorisme urbain. Il lui enjoint en même temps de préparer un dossier sur les tortures et d'ordonner aux musulmans de ne plus fumer, de ne plus consommer de l'alcool, de faire la grève de l'impôt. Dans l'esprit des « grands patrons » de la rébellion, il s'agit d'obtenir au plus vite cette cassure entre les deux communautés.

Comme il est hors de question de répéter l'opération « lampadaires », il faut



trouver un nouvel objectif où l'introduction d'un « truc » ne présentera pas de difficulté majeure. D'autre part, il convient de choisir un endroit fréquenté uniquement par des Européens, car, en frappant des musulmans, les bombes des lampadaires n'ont pas eu sur la masse l'impact souhaité. La propagande du F.L.N. a eu du mal à expliquer cette « erreur de tir ».

C'est alors que Kamel propose à Yacef Saadi le Casino de la Corniche. Il représente la cible idéale puisque les musulmans qui y sont admis se comptent sur les doigts de la main. Le Casino de la Corniche est connu de tous les Algérois au même titre que le Santa-Lucia, son rival. Il est situé à une dizaine de kilomètres à l'ouest d'Alger, près de Pointe-Pescade. C'est un imposant bâtiment bâti sur un éperon rocheux, face à la mer, un peu en retrait de la route littorale. On y accède par une longue allée de gravier soigneusement entretenue. En semaine, il est surtout fréquenté par les joueurs.

Le samedi et le dimanche, il attire la foule des danseurs. A son programme, les vedettes de la chanson en tournée



P. Tétrel

◀ Le boulevard de la République (en 1968), qui débouche, à gauche, sur la place du Gouvernement, où des rendez-vous terroristes avaient lieu assez souvent avant les attentats. En arrière-plan, la mosquée, et, à droite, le Palais consulaire.

en Algérie, des fantaisistes, des attractions de classe internationale. Dario Moréno a beaucoup de succès à chacun de ses passages. Le fameux travesti Coccinelle y vient souvent avec la troupe du Carrousel de Paris.

Le jour de la Pentecôte

A l'intérieur, la décoration est simple et de bon goût. La salle du *night club* est peinte en bleu sombre avec des étoiles qui piquent les murs de taches plus claires. Autour de la piste de danse, qui sert également de scène, de petites tables rondes. Les baies vitrées ouvrent sur la mer. Dans ce cadre de boîte de nuit hollywoodienne, évolue le patron, Henri Azzopardi, petit homme brun et jovial qui a hérité de ses origines maltaises le sens des affaires. Henri Azzopardi – Riri tout court pour une multitude d'amis appartenant à tous les milieux – est également propriétaire de la brasserie le Novelty et d'un autre dancing, le Fantasio, deux établissements proches de l'hôtel Aletti.

Le dimanche 9 juin, jour de Pentecôte, aucun membre du personnel du Casino de la Corniche ne remarque que l'un des plongeurs, un musulman d'une quinzaine d'années, vient prendre son service avec un paquet sous le bras. Ce paquet, en apparence parfaitement inoffensif, est une redoutable bombe de deux kilos que lui a fait remettre Yacef Saadi. L'employé a accepté de la dissimuler sous l'estrade de l'orchestre à la condition d'être pris en charge par le F.L.N. avant qu'elle explose et d'être acheminé ensuite vers le maquis.

A partir de 16 heures, la salle du Casino commence à se remplir de couples. Il y a beaucoup de garçons et de jeunes filles qui ont préféré la danse au traditionnel pique-nique de Pentecôte dans la forêt de Sidi-Ferruch ou sur les plages. On échange des signes amicaux avec les musiciens de Lucky Starway. Ce sont tous des Algérois. Certains sont même des enfants de Bab-el-Oued. A commencer par Lucien Serror, colosse de trente-cinq ans dont le visage rond et perpétuellement souriant est barré d'une fine moustache noire. Quand il a monté son orchestre avec des copains, il lui a donné le nom de Lucky Starway. Pour un ensemble de jazz, ça fait plus sérieux que Lucien Serror. En tout cas, c'est plus dans la note.

Il est 18 h 30. On danse au coude à coude et joue contre joue sur la piste cirée du Casino de la Corniche. Sur l'estrade, Lucky Starway dirige ses musiciens. Les garçons en veste blanche se faufilent à travers les tables pour apporter les consommations. Le soleil est encore haut dans le ciel et embrase la mer. C'est un dimanche comme les autres, un dimanche de détente pour toute une jeunesse qui a provisoirement chassé de son esprit la guerre et le terrorisme. Et pourtant !...

Comme s'ils venaient d'échapper à l'enfer

Soudain, en quelques secondes, c'est le drame. Une terrible explosion secoue tout l'établissement. Un souffle d'une puissance inouïe balaie la salle, qui s'emplit instantanément de fumée et de poussière. A travers ce nuage on distingue des fantômes qui titubent avant de s'abattre dans un invraisemblable désordre. Sous l'effet de la bombe, l'estrade a été littéralement pulvérisée, projetant musiciens et instruments dans tous les sens. Rien n'a résisté à la déflagration. Des dizaines de corps sont allongés parmi les débris de tables, de chaises, de verre pilé. Le piano, éventré, tient en équilibre sur un pied. Ses touches sont gluantes de sang. Le premier moment d'affolement passé, les rescapés se portent au secours des blessés. Ils marchent sur des jambes, des bras, des mains arrachés.

Le long du front de mer, des territoriaux patrouillaient. Au bruit de l'explosion, ils se sont précipités. Dans l'allée qui mène au Casino, ils ont croisé des hommes et des femmes qui fuyaient comme s'ils venaient de s'échapper de l'enfer. Les vêtements déchirés, les yeux remplis d'épouvante, ils fonçaient droit devant eux.

Le général Massu prenait le frais sur la terrasse de sa villa des Bains-Romains avec son chef d'état-major, le colonel Brothier. L'explosion les a fait sursauter. Peu après, un coup de fil leur a confirmé l'attentat. Le général Massu a aussitôt foncé au volant de sa 403 jaune sable avec Brothier. Les ambulances arrivaient pour évacuer les blessés après avoir eu du mal à se frayer un passage sur la route littorale encombrée des voitures particulières qui ramenaient à Alger les pique-niqueurs. Bon nombre de ces voi- ▶

on ne retrouve rien de Lucky Starway, le chef d'orchestre...

tures ont chargé des victimes pour gagner du temps car il n'y a pas assez d'ambulances malgré les renforts du service de santé de l'armée. En klaxonnant à fond pour s'ouvrir la route, les conducteurs alertent toute la ville. Dans le centre, deux commissaires de police fraîchement débarqués de métropole se précipitent à la police judiciaire pour se mettre à la disposition de leur nouveau patron.

« Une bombe a explosé au Casino de la Corniche », leur annonce le commissaire principal Demarchi, sous-directeur de la P.J., qui s'apprête à se rendre sur les lieux.

Deux commissaires l'échappent belle...

Les deux commissaires se regardent. La veille, ils avaient fait la connaissance de Riri Azzopardi. Très gentiment, le propriétaire du Casino les avait invités pour le lendemain. Sur une carte de visite, il avait griffonné quelques mots pour recommander au maître d'hôtel de placer les deux policiers tout près de la piste de danse, à côté de l'orchestre, et de leur offrir le champagne.

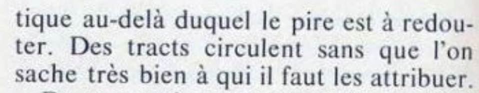
N'ayant pas de voiture et rechignant à prendre l'autocar, les deux fonctionnaires ne sont pas allés au Casino...

La nuit est tombée sur Alger lorsque le bilan officiel de l'attentat est enfin connu : 9 morts, dont le malheureux Lucien Serror. Le chef d'orchestre, qui se trouvait juste au-dessus de la bombe, a été déchiqueté. 85 blessés, 46 hommes et 39 femmes, dont 10 sont dans un état désespéré. Ce soir-là, la ville, déserte et lugubre, garde le deuil qu'elle a pris, moins d'une semaine plus tôt, pour les victimes des lampadaires, après avoir cru à la fin de son calvaire.

L'attentat du Casino de la Corniche, qui survient au lendemain de l'épouvantable massacre de Melouza par l'A.L.N. et qui porte à près de vingt le nombre des civils tués en quelques jours par les bombes de Yacef Saadi, va provoquer une très violente réaction au sein de la population européenne. De plus, le climat politique n'est guère favorable à un apaisement des esprits. Le président Coty vient de gracier huit condamnés à mort et la France est sans gouvernement. Le 21 mai a vu la chute de Guy Mollet.

Encore une fois, les étudiants, les élus et les anciens combattants se font les interprètes de la colère populaire qui gronde. La tension atteint un seuil critique au-delà duquel le pire est à redouter. Des tracts circulent sans que l'on sache très bien à qui il faut les attribuer.

De son côté, Baretaud, qui a succédé à Amédée Froger à la présidence de l'interfédération des maires, envoie ce télégramme à l'Élysée :



La situation en Algérie et les sacrifices consentis par le pays exigent l'union et le regroupement des hommes qualifiés et de bonne volonté pour la formation d'un gouvernement de salut public décidé, avant toute réforme politique, à faire respecter la souveraineté française.

La Casbah gardée par la troupe...

Au Gouvernement général, Robert Lacoste est très inquiet de cette brutale poussée de fièvre. Il sait que les obsèques des victimes du Casino de la Corniche peuvent dégénérer en manifestations très violentes et qu'il suffira de quelques provocateurs habilement mêlés à la foule pour qu'elles débouchent sur l'émeute et le bain de sang.



Dr Gantès

Oudinot

Le colonel Yves Godard. Adjoint opérationnel ▶ de Massu, il est appelé, le 11 juin 1957, par le chef de la 10ᵉ D.P., à prendre en main la lutte dans la zone autonome d'Alger. Il va créer Alger-Sahel et développer, face à Yacef Saadi, avec les officiers de renseignements qui l'entourent, des méthodes d'autodestruction du F.L.N.



Le plateau des Glières où se déroulaient tous les défilés militaires d'Alger. Mais où se ruait aussi la foule dans les grandes journées d'allégresse ou de fureur. C'est là, après les attentats des lampadaires et du Casino de la Corniche, que des ratonnades se sont amorcées et que des scènes de douleur ont replongé Alger dans la terreur voulue par Yacef.

Boulevard Pitolet, ▶ sur la route du cimetière de Saint-Eugène. Une foule déchaînée, après les obsèques des morts du Casino et des victimes des attentats des lampadaires, va soudain rompre les digues. Des mois d'angoisse, de colère et d'incertitude vont cette fois l'emporter sur la raison. Ce sera la basse vengeance...

P. Tétrel

Le mardi 11 juin, jour de l'enterrement des 10 morts de la Corniche, une grève-surprise est déclenchée sur des mots d'ordre que propagent, de Bab-el-Oued au Ruisseau, des jeunes gens à scooter. A l'exception des boulangeries et des pharmacies, les uns après les autres, les commerçants européens baissent leur rideau de fer, imités par leurs collègues musulmans, qui préfèrent user de prudence. Les grandes administrations débraient à leur tour. Dès 9 h 30, on signale des incidents entre de jeunes Européens et des marchands musulmans du marché Clauzel et du marché de Belcourt.

Vers la fin de la matinée, plusieurs cortèges de manifestants se forment à Bab-el-Oued et dans le centre aux cris de « Les paras avec nous » et « Algérie française ». Un hélicoptère « Alouette » siffle dans le ciel. A son bord, le général Massu, qui garde le contact radio avec le secteur Alger-Sahel, lui-même en liaison avec le commissariat central et le Gouvernement général.

A midi, après les obsèques d'une des victimes, Mme Ramos, au cimetière d'El-Alia, c'est une foule imposante d'hommes et de femmes au visage grave qui observe une minute de silence au monument aux morts. Une heure auparavant, devant la multiplication des incidents (vitrines de magasins brisées, musulmans molestés, voitures renversées et incendiées), le colonel Marey, qui commande le secteur Alger-Sahel, a donné l'ordre aux C.R.S. et aux gendarmes mobiles de disperser les petits groupes de jeunes gens dont la mobilité donne du fil à retordre au service d'ordre. Toutes les entrées de la Casbah sont gardées par la troupe derrière des chevaux de frise et des réseaux de barbelés.

Alger replonge dans la folie...

Durant tout l'après-midi, Alger va vivre dans cette fièvre. C'est dans le bruit des explosions de grenades lacrymogènes, les injures aux C.R.S., les slogans et le refrain de *la Marseillaise* que les malheureuses victimes du dimanche de la Pentecôte sont conduites au cimetière de Saint-Eugène. Il y a aussi, hélas! des ratonnades, notamment à Bab-el-Oued, où les magasins musulmans pillés ne se comptent plus. Ils sont surtout le fait de voyous que l'on retrouvera chaque fois qu'Alger descendra dans la rue pour laisser éclater sa colère.

Le soir, au terme de cette journée qui comptera parmi les plus dures, on déplore six morts, cinq musulmans et un Européen, une cinquantaine de blessés, en majorité musulmans. Cent magasins ont été dévastés, vingt voitures incendiées. Il y a deux cents arrestations. Plusieurs hommes des unités territoriales en uniforme, qui avaient pris la tête des cortèges, sont retenus par l'armée.

Le couvre-feu est avancé de minuit à 21 heures. La nuit apporte avec elle l'angoisse du lendemain. Avec ses nouvelles bombes, le F.L.N. a réussi à replonger la ville dans la folie. Pour Robert Lacoste, le remède est clair : il faut recommencer l'action entreprise en janvier, détruire les cellules terroristes qui se sont reconstituées. **H**

Francis ATTARD



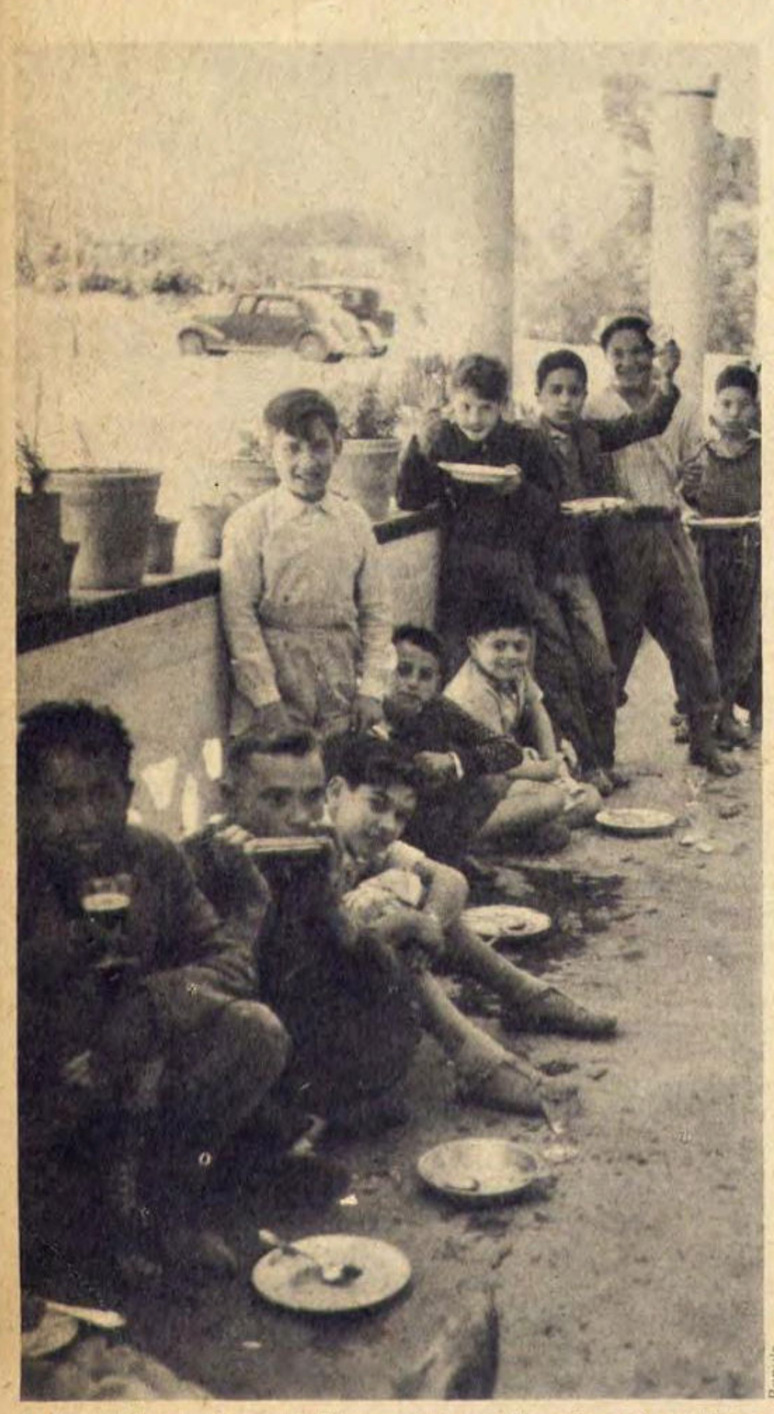
SÉTIF.
Capitale du blé dans l'Est algérien. Un des coins les plus durs de la rébellion. Les Européens y sont moins nombreux...

Durand

HISTORIA
magazine
Supplément au numéro 228

LA GUERRE D'ALGÉRIE

Nos lecteurs écrivent...


La fraternité des enfants : le déjeuner de jeunes Européens et musulmans.

Banuls

COMME nous l'avions souhaité, nos lecteurs continuent à nous adresser chaque semaine un important courrier. Leurs précisions et commentaires, leurs critiques ou leurs encouragements sont les bienvenus car ils nous aident à serrer la vérité historique de plus près. Il est d'ailleurs répondu personnellement à chacun de nos correspondants. Dans les pages ci-après nous publions une sélection des lettres qui nous ont semblé les plus révélatrices des points de vue contradictoires qu'elles expriment. Il s'agit, à nos yeux, d'une contribution importante à la connaissance de faits vécus ou à leur interprétation par les témoins ou les acteurs du drame. Aussi espérons-nous recevoir encore de nombreux témoignages écrits et photographiques sur des événements qui sont peu ou mal connus et peuvent éclairer l'histoire très complexe de cette période. H

Précisions pour l'Histoire...

... J'apprécie beaucoup aussi, le comportement très humain de Mme Germaine Tillion pendant cette honteuse guerre: malheureusement, pris dans l'engrenage de la répression militaire, j'étais loin de me douter que des personnes de la trempe de Mme Tillion pouvaient essayer d'instaurer de véritables structures sociales, afin d'améliorer plus généralement le triste sort des musulmans...

M. M. S..., 47-Marmande

★

... Félicitations encore aux auteurs des différents articles pour leur objectivité vis-à-vis de l'un ou l'autre camp, mais qu'il me soit permis de rappeler que faisant partie d'une unité composée de musulmans à 80 %, j'ai entendu bien souvent, et je ne suis pas le seul, la réflexion suivante : « S'il n'y avait eu que des Européens comme vous en Algérie, il n'y aurait jamais eu de guerre. » Ceux qui, encore à l'heure actuelle, nous traitent de tortionnaires et nous accusent de toutes sortes d'exactions, trouveront peut-être dans cette simple allusion, formulée par des Algériens qui n'étaient pas issus de la classe des grandes tentes, un ample sujet de réflexion sur leur prétendue bonne entente avec les indigènes...

M. A. B..., 21-Messigny



... Dans l'article « Algériens dits de grande tente », page 310, vous parlez des grandes familles ou des grosses fortunes. Dans ce cas, je crois qu'il faut distinguer les uns des autres: les Bengana, auxiliaires de l'administration des territoires du Sud constantinois, « caïds, aghas, bachaghas » de père en fils, qui n'ont monté leur fortune que sur le dos des pauvres administrés taillables et corvéables à merci. Quant aux Tamzali, Bentchicou et autres commerçants ou artisans, ils se sont enrichis en travaillant : d'une affaire artisanale de fabrication de tabacs dans la ville de Constantine, Omar et ses frères, les fils de Saïd Bentchicou, ont fait une grande industrie à l'égal de Bastos, Job et autres industriels pieds-noirs...

M. A. B..., 34-Montpellier



... Ce ne fut pas du tout le cas pour mes camarades et pour moi-même, en 1959, et à notre retour de permission en 1960. Au camp de Marseille, c'était une pagaille monstre, les renseignements étaient brefs. Il fallait chercher refuge de droite, de gauche, rien n'était prévu pour nous, si bien que, le lendemain, pour le rassemblement, il y avait toujours des retardataires. La faute à qui ?...

....

... Arrivés à Oran ou à Philippeville, pas de fanfare, pas d'amis, pas d'accueil; quelques promeneurs certes, mais c'est tout. Le débarquement avait lieu une ou deux heures après l'arrêt complet du bateau; commençait alors le grésillement de haut-parleurs bons pour la casse. Il n'y avait pas non plus d'âmes généreuses pour nous offrir des colis ou prendre notre courrier. Après avoir passé trois ou quatre heures sur le quai, en plein soleil, la plupart du temps sans rien à boire, nous grimpions dans des camions qui pouvaient tout juste démarrer, étant donné la surcharge, « direction la gare ». Arrivés à la gare, il fallait encore attendre là les wagons à bestiaux « 8 chevaux en long ou 32 hommes », avec deux ou trois bottes de paille.

M. L. C...,
69-Belleville-sur-Saône



La famille du caïd d'Assi-bou-Nif : des Algériens dits de grande tente.



... Maintenant que la guerre est finie, beaucoup de pieds-noirs disent pourquoi il y a des Algériens en France. Eh bien, Algérienne que je suis, je leur réponds : Nous sommes en France parce que nous n'avons jamais haï les vrais Français. Nous sommes ce que sont des


Gérard

enfants qui, dès leur naissance, sont confiés à une nourrice et une fois grands, ils retournent chez leurs parents sans oublier leur nourrice. Voilà ce que la France est pour les Algériens. L'Algérie est notre mère patrie et la France notre mère nourrice, mais rassurez-vous et soyez tranquilles : dans peut-être dix, quinze ou vingt ans, vous ne verrez plus l'ombre d'un Algérien en France ni à l'étranger...

A..., 75-Paris

★

... Français je suis, Français je reste, mais à contrecœur avec ce sentiment de culpabilité d'avoir délaissé tous ceux qui, à travers moi, un soldat français, avaient confiance en la France et qui maintenant gisent sous terre, par ma faute, par la nôtre à tous. Les fellaghas étaient aussi faux que certains maquisards qui n'avaient pas le courage de porter un uniforme. Mais que dire du Français qui n'a pas le courage de tenir sa parole ? Il vaut moins que le moindre des fellaghas...

M. C. W..., 54-Jarville

... Je n'ai pas honte du passé politique de mon mari et de mes frères, mais là n'est pas mon problème. Ce que je n'admets pas c'est de faire croire à vos lecteurs que la vie était sans difficultés en Algérie. Et les grèves de 47, de 51 ? Vous décrivez l'Algérie comme nos grands-parents parlent de la Belle Époque. Rien n'a jamais été si idyllique pour tous les « pieds-noirs ». Une grande masse d'Européens ne connaissaient ni la France, ni l'Algérie, ni le Sud... car ils ne pouvaient pas « claquer allégrement les gains d'une année de travail ». Pensez à tous les petits fonctionnaires, petits commerçants, petits artisans d'origine « pied-noir » ! Avez-vous connu beaucoup de garçons ou de filles de famille bourgeoise épouser des filles ou des gars des milieux populaires ? Une fille de colon, le fils du forgeron du village ? (Peut-être si le colon ne pouvait obtenir un prêt et que le forgeron possédât quelques millions...)

Non, en Algérie comme en France, et peut-être plus qu'en France, les classes existaient et ne frayaient pas...

Mme M. S..., 92-Bagneux

★

... Mais vous qui avez vécu dans ce pays et qui y avez côtoyé des gens de toute origine, de toute race ou confession, n'avez-vous pas connu le peuple ? Ceux que vous appelez les « petits Blancs », voilà le peuple pied-noir. Ce sont ces gens qui ont pratiqué la seule cohabitation avec les Arabes. Ce sont ceux-là mêmes que l'on accuse d'avoir « refusé le verre d'eau au bidasse ». Quel procès d'intention et quelle mauvaise querelle ! Fallait-il qu'on ait mauvaise conscience en métropole pour en arriver là ! Ne les avez-vous pas connus que vous ne puissiez lever le voile d'équivoque ? Je ne peux le penser...

....

... A quel titre, direz-vous ? Descendant de trois générations installées en Algérie, un grand-père normand, l'autre alsacien, deux grand-mères espagnoles, une mère institutrice pendant trente-cinq ans, un père commis de ferme, j'ai eu la chance de vivre mes vingt-six premières années à Duperré. Maintenant, une obsession : l'Algérie. De plus en plus une certitude : jamais nous ne pourrons y retourner à quelque titre que ce soit...

M. C. H..., résidence du Pré-de-la-Roche, 60-Gouvieux

★

... Je puis donc parler librement et, je crois, sans esprit partisan.

Pour l'instant, je n'ai pas de remarques importantes à formuler, chacun se contentant d'exposer son point de vue. J'ai apprécié vos articles, encore qu'ils donnent de la vie en Algérie une certaine teinte d'opérette qui ne correspond pas à la réalité.

J'ai, bien sûr, ancien Ruaïste, connu Faglin et Voilley, la piscine du R.U.A. et la Madrague, mais il n'y avait pas que cela en Algérie. Il ne faut pas, à mon sens, perdre de vue le sérieux et le dynamisme d'une population qui, quoi qu'en pense Boumediene, a créé l'Algérie.

Par ailleurs, vous avez trop tendance à généraliser et quand ▶


Canet

Action psychologique : exposé d'un officier de la 1re Cie du 151e R.I.M.

La vérité des deux côtés...

vous dites que les colons se privaient pour se comporter, pendant les vacances, en millionnaires, vous ne respectez pas la vérité...

M. R. D..., 81-Albi



La localité exacte où se trouve cette église (n° 203, page 306) est Douéra et non Delly-Ibrahim, comme vous l'avez publié.

Douéra, surnommée « reine du Sahel », est ma ville natale, et se trouve à 22 km d'Alger.

M. R. D..., 26-Valence



... Dans le numéro 9, pages 270/271, la photographie du bas ne comporte pas de légende: il s'agit d'un site de la plaine de la Mitidja, entre les gares de Gué-de-Constantine et de Baba-Ali (voie ferrée Alger-Oran): à gauche, l'usine « La Tréfilerie »; à droite l'usine de fabrication de tuyaux en ciment « Eternit »...

M. D. J..., 28-Dreux

★

... Merci à toute votre équipe d'avoir enfin osé lever le voile de la vérité sur ce douloureux drame...

M. J. B..., 49-Cholet

[De très nombreux lecteurs nous ont ainsi marqué leur approbation. Nous leur répondrons personnellement.]



Lecteur de votre revue sur la guerre d'Algérie, je suis surpris de constater qu'il n'a jamais été question de ce que les pieds-noirs ont fait de plus admirable durant la guerre de 1939-1945.

Je suis, en effet, un de ces enfants (à l'époque j'avais six ans et demi) qui, le 17 avril 1942, ont quitté la France occupée et, sous la responsabilité du Centre Guynemer, qui, je crois, avait son siège à Paris, sont partis pour l'Algérie. J'y ai été reçu dans une famille de souche alsacienne, M. et Mme Graf, qui habitaient Trumelet, près de Tiaret. Cette famille, qui avait un fils, m'a élevé comme son propre enfant jusqu'en 1945.

Je dois dire que nous avons été des milliers, ainsi, à avoir été envoyés là-bas durant la guerre et que – je ne sais s'il en a été de même pour les autres – j'ai ramené de ce séjour quelque chose qui est toujours resté en moi, la reconnaissance, car ce qu'ont fait ces gens-là pour les métropolitains durant la guerre, je crois que ceux-ci ne le leur ont pas rendu lors de l'indépendance, bien au contraire. L'accueil n'a pas été du tout chaleureux. Les Français ont la mémoire courte...

M. M. B..., 78-Vélizy

... Toutefois, une observation: vous en voulez vraiment à Philippeville (ville dont je détiens un plan ancien pouvant justifier sa nouvelle appellation de Skikda) (n° 203, page 308)...

... Il s'agit en réalité de la ville de Cannes, avant la construction de la nouvelle Croisette à double sens, la démolition de l'ancien garage Citroën à hauteur du pont Alexandre III sous la voie ferrée...

M. R. K..., 67-Lingolsheim

[Nous nous excusons bien vivement auprès de nos lecteurs de cette erreur lors de la mise en page de notre numéro 203, page 308.]



... Je crois qu'il serait intéressant que vous puissiez faire paraître une carte d'Algérie soit à quatre volets, au lieu de



Canet

Au cours d'une opération : le café en plein air servi par des musulmanes.

deux comme celle du numéro 194 ou 1, ou alors en trois parties, l'Oranais dans un numéro, l'Algérois dans un second, le Constantinois dans un troisième, chacune des parties en deux volets et très détaillée...

M. M. B..., 56-Vannes

[*Nous multiplierons les cartes dès que nous décrirons les grandes opérations militaires.*]

★

...Je suis avec attention et émotion à la fois, la parution de chaque numéro d' « Historia Magazine » consacré à la guerre d'Algérie. Je ne peux que vous féliciter de cette édition, qui va devenir, sans aucun doute, la véritable encyclopédie de la tragédie que fut cette guerre.

Permettez-moi une suggestion, s'il en est encore temps : de nombreux régiments de l'armée de terre, des escadres de la marine, des bataillons de l'armée de l'air, sans oublier la légion, la gendarmerie, ont participé à ces opérations. Ne vous serait-il pas possible de représenter sur des planches en couleur les différents insignes que portaient ces combattants ? Vous n'ignorez pas que beaucoup s'intéressent à cette question...

M. J.-C. M..., 44-Saint-Nazaire



...Nous voici au n° 13. Durant les quatre mois écoulés, j'ai essayé de déduire de vos articles ce qui a pu pousser les Algériens à la révolte.

J'ai trouvé si peu de raisons que le F.L.N. m'apparaît, finalement, comme un réseau de bandits et de criminels tout juste bons à effrayer un peuple aux petits soins et en grande amitié avec les Français d'Algérie.

Les anciens pieds-noirs, toujours d'après vos articles, apparaissent d'une trempe exceptionnelle, ils vivent heureux et font vivre quelques milliers d'Arabes. Pour moi, personnellement, je ne vois aucun inconvénient à tous ces dires et reconnais que, même si vous n'insistez pas sur les faits, vous admettez les mauvaises conditions de vie des Algériens et les différences existant entre les deux communautés...

Mme M.-M. C..., 81-Limoges



Djidjelli : avant le départ d'un convoi du 22ᵉ régiment de tirailleurs algériens.



...Vous prenez le problème en sous-entendant que la position officielle de la France (« l'Algérie est un ensemble de départements français ») était fausse et, en conséquence, par la méthode dialectique de l'amalgame, vous présentez côte à côte des témoignages français et des témoignages rebelles, ce qui fait que chacun peut y trouver ce qui lui plaît.

Cela serait fort bien si votre revue s'adressait à tout le monde. Mais je ne crois pas qu'un sondage sérieux puisse démentir que la majorité des lecteurs de *la Guerre d'Algérie* sont :

- Des pieds-noirs ;
- Des patriotes (par exemple, ceux qui votèrent NON le 8 avril 1962).

Las Cases a écrit le *Mémorial de Sainte-Hélène* pour les fidèles de l'Empereur. En ce moment, les fidèles du général de Gaulle peuvent lire chaque semaine une revue qui correspond à ce qu'ils attendent.

Eh bien ! nous, les pieds-noirs, attendions de votre revue qu'elle nous apportât le récit, vu par eux et leurs amis, de ce qu'ils ont vécu et payé pendant huit ans. Nous n'avons que faire des articles « émouvants » des supporters du F.L.N. : laissons cela à leurs propres éditeurs.

Pour nous, Yacef Saadi a été, reste et restera toujours un tueur ; les massacres du 20 Août (entre autres), de véritables actes de sauvagerie ; la répression par l'armée, un acte d'autodéfense ; le F.L.N., un ramassis de bandits et d'aventuriers ; si ces propos vous paraissent excessifs, dites-nous ce que ces « héros » ont fait de leur indépendance et, surtout, ce qu'ils se sont fait entre eux !...

M. S..., 17-Saint-Bonnet



... Mon entourage et moi-même sommes en effet frappés du manque d'objectivité des articles sur la guerre d'Algérie qui mettent trop souvent en cause de façon injuste les Français d'Algérie et l'œuvre qu'ils ont accomplie.

L'histoire de la guerre d'Algérie ne saurait se résumer en un panégyrique des chefs du F.L.N....

Docteur G.-C. M..., 31-Luchon ▶

Opinions...



Palestro : la messe du dimanche sous la protection des blindés. Les fidèles du bourg voisin sont venus assister à l'office.

...Malheureusement, des photos nous parvinrent et, alors que mon esprit enregistrait sans bien comprendre, ma mère perdit presque la raison. Quand je revois maintenant la photo de ces pauvres chérubins dans *Historia-Magazine*, j'imagine mon bambin, Olivier, tout frisé, dans une telle situation... J'ai toujours regretté une chose, chère madame Elbe, c'est que mon père ait été trop sage et trop sévère, car j'aurais bien aimé faire partie de l'O.A.S...

M. C. F..., 34-Montpellier

★

...La rubrique du docteur Rodolphe L... au sujet du docteur Kessous, la mentalité de ce docteur avait dû bien changer car lorsqu'il est mort, il fut enterré avec le drapeau français. Sa veuve, femme très instruite, s'était remariée en secondes noces avec un ancien administrateur à Philippeville. Décédés tous deux...

P. M..., 13-Marseille

...Je me suis vue avec un ami de ma famille, M. Bullick, sur une photo de *Paris-Match*. J'étais derrière Mme Rodriguez au moment où les légionnaires ont emmené les cercueils de ses quatre enfants... Jamais je n'oublierai, jamais... Les larmes coulaient sur les joues des parachutistes, impassibles... Et cette femme hurlant les prénoms de ses enfants ! Elle disait : « Quand la grande a vu qu'elle allait être tuée, elle m'a tendu sa petite sœur en disant : « Prends-la, maman, ça va être à moi... Prends-la !... » Ses quatre enfants égorgés sous ses yeux !

...Comme nous étions belles, toutes les filles, polies, bronzées par le soleil et la mer à longueur d'année. O mon pays, mon beau pays !... Nulle part ici, jamais, je ne me suis sentie vraiment concernée. C'est comme si je regardais vivre des étrangers.



...Le lieutenant porte-drapeau, page 21, d'*Historia-Magazine* nº 1 est le lieutenant de Haldat du Lep, saint-cyrien dans tout ce que cela contient de grandeur et de noblesse françaises...

M. A. B..., 04-Barcelonnette



...D'autre part, Abdelaïd n'est pas Reguibat, ou plutôt Réguibé, mais Tadjakani ; les Tadjakanis, habitants de Tindouf, étaient venus autrefois de Tombouctou et entretenaient quelques relations commerciales avec cette ville du Sud...

Docteur P. D..., 33-Bordeaux



...On fait dans ce journal – ne serait-ce que par le nombre préférentiel des photos et des articles – le procès constant – même s'il n'est souvent qu'implicite – des Français d'Algérie et de ceux qui ont pris leur défense...

M. R. B..., 83-Toulon

On indique une photo parue dans votre magazine n° 202 *(Guerre d'Algérie)*, page 280, représentant une villa (la nôtre) avec, en sous-titre :

« Dans cette villa du Telemly [...] Abane Ramdane rédige le premier tract politique du F.L.N., le 1er avril 1955. »

Dans le cours de l'article « les Alliés de l'adversaire », de Youssef Zertouti, page 275, il est dit : « Ce texte, rédigé par Abane dans l'appartement de Rachid Amara, boulevard du Telemly... »

Ce Rachid Ouamara – et non Amara –, Kabyle, habitait la villa contiguë à la nôtre, beaucoup plus petite et, de l'angle de la prise de vue, cachée par les palmiers.

Mlle C..., 06-Cannes

★

Au sujet de la photo publiée dans le n° 3, page 95, et de son rectificatif paru dans le supplément du numéro 10 de *la Guerre d'Algérie :*

Philippevilloise de naissance, Djidjellienne, puis Algéroise d'adoption, je me trouvais, en août 1955, à Philippeville. Aussi puis-je vous confirmer que le lieu où furent exécutés ces Algériens est bien le stade municipal de Philippeville. Seulement, l'Agence U.F.P. a commis une erreur quant à la date. Celle-ci est : août 1955 (vers le 20) et non mai 1945.

Mme S. D..., 33-Libourne



Dans votre numéro 1 de *la Guerre d'Algérie*, je relève ceci de M. Yves Courrière : « Objectifs? Nous voulons l'être. Honnêtes? Sûrement. » Je ne demande qu'à vous croire, mais je dois dire que la plupart de vos articles ont un relent de pessimisme. Certes, les choses ont mal fini, mais cette triste fin ne vient-elle pas de l'homme qui a dit ou écrit : « Moi vivant, jamais le drapeau fellagha ne flottera sur Alger »; sans parler du célèbre : « Je vous ai compris », qui a fini par entrer dans les boutades des ironistes? Et j'en passe...

M. J.-H. V..., 44-Derval



Je me permettrai toutefois deux remarques. Tout d'abord, je trouve assez scandaleux que, pour illustrer des légendes sur la couleur et la joie de vivre de Bab-el-Oued (le marché d'une grande double page centrale, le bar du Faisan...), vous utilisiez des photos d'après l'indépendance de juillet 1962! Comme illustration de l'« ancienne Algérie », il est surprenant de voir un militaire de l'actuelle A.N.P. ou de voir des fenêtres protégées (ce qui prouve qu'il y a des « fatmas » derrière) ou des portes d'immeuble dont les vitres n'existent plus...

D'autre part (mais probablement cela va-t-il venir), je suis un peu surpris de n'avoir pas encore vu, en dernière page, de reproductions de *la Dépêche de Constantine* (l'actuel *An-Nasr*, que, par parenthèse, nombre de musulmans appellent toujours *la Dépêche...*).

M. S..., Paris-17e



J'habitais un village de 5 000 habitants (Aïn-el-Turck, dans le département d'Oran). Dans chaque famille de ce village de paradis, un, deux, parfois trois militaires étaient invités à passer les principales fêtes de l'année; il leur était servi un copieux repas accompagné de bons vins, et, selon les moyens des familles, de l'argent de poche leur était donné.

M. R. G..., 83-La Londe

(à suivre)

HISTORIA magazine
SOMMAIRES

LA GUERRE D'ALGÉRIE

I. Numéros parus

II. Nos prochains numéros

reliez vous-même les numéros de votre collection

LA GUERRE D'ALGERIE



une reliure spéciale a été prévue elle contient 16 numéros

Sobre et moderne, elle est décorée sur le dos de quatre filets dorés en plein skivertex havane, avec le titre de la collection.

Vous pouvez vous les procurer en France chez votre dépositaire, ou à nos bureaux, 18 F franco, en écrivant à la Librairie Jules Tallandier/Historia Magazine "La Guerre d'Algérie", 61, rue de la Tombe-Issoire, Paris 14e (dans ce cas, n'oubliez pas de joindre à votre commande votre titre de paiement : mandat, chèque bancaire ou virement postal au CCP 2778 70).

En Belgique :

au prix de 195 FB chez tous les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite Ile, 1070 BRUXELLES - CCP Bruxelles 416-69.

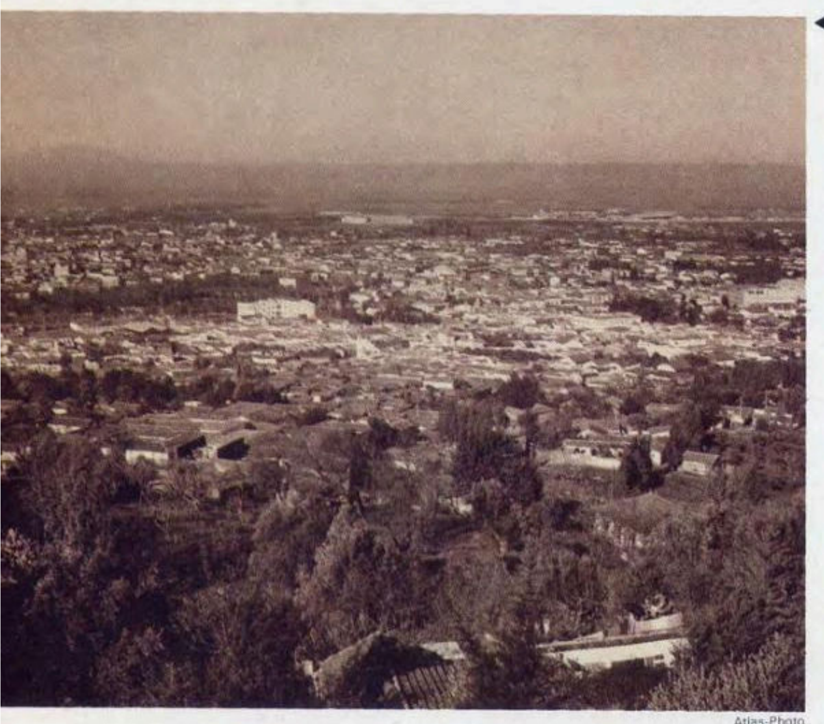
En Suisse :

au prix de 18 FS chez tous les dépositaires.

Le directeur de la publication : Maurice DUMONCEL – Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris-19e - D.L. C. 351



NOUS AVIONS PACIFIÉ BLIDA


Atlas-Photo

◀ Blida, surnommée Ourida, la petite rose, au pied de l'Atlas, sur la rive de l'oued el-Kébir dont les eaux abondantes alimentent de nombreuses fontaines et arrosent de nombreux jardins. Elle comptait près de 80 000 âmes en 1957.


S. Berthoud

Chapeaux de brousse ▶ et chéchias. On discute le coup, le soir, dans un coin du village où l'armée « pacifie ». La duplicité des musulmans ne fut pas toujours réelle. Mais la peur, souvent...

Au dernier trimestre de l'année 1956, il y avait presque deux ans que la rébellion, qu'on n'appelait pas encore « la guerre d'Algérie », avait commencé à se manifester.

Nous avons vu quels avaient été ses principaux aspects, dans les pays de montagne, sur les voies de communication et dans les villes, en particulier à Alger, où la Casbah était devenue le repaire du F.L.N.

Partout l'autorité française, qui cherchait à lui faire échec, se rendait compte qu'il n'était pas suffisant de livrer combat aux rebelles armés. Même lorsque les opérations avaient obtenu des succès importants, on ne tardait pas à constater que, comme un mal toujours renaissant, la rébellion se reconstituait.

S'il en était ainsi, c'est qu'elle trouvait refuge et ressources au sein de la population musulmane, contrainte de lui céder.

Sous l'action insidieuse du F.L.N., s'appuyant sur l'O.P.A. (1) mise partout en place, cette population, dans un climat d'angoisse perpétuel, était amenée de force à se faire sa complice.

On disait alors que la région en question était « pourrie ». En réalité, il n'y avait pas de régions pourries, il y avait, en certains endroits, des populations qui n'étaient ni protégées ni contrôlées ou qui l'étaient trop imparfaitement, et les rebelles s'imposaient.

(1) Organisation politico-administrative.

Il apparut donc que la protection et le contrôle de la population devaient être les premiers objectifs à atteindre pour assainir une région et que, pour détruire le potentiel des rebelles, il fallait séparer le F.L.N. des habitants.

Cet impératif avait toute sa valeur dans le secteur de Blida, remarquable par sa richesse, la densité de sa population et la configuration du terrain.

Comment se présentait donc le secteur de Blida ?

Il englobait la plus grande partie de la plaine de la Mitidja avec de nombreuses et importantes fermes européennes et quelques fermes musulmanes; cette plaine étant limitée, au nord, par les collines du Sahel (2), qui les séparaient de la mer, et au sud, par une couronne de montagnes hautes et difficiles : l'Atlas blidéen.

(2) Sur lesquelles se dresse le tombeau de la Chrétienne.

Ces montagnes au relief accusé avaient été, dès le début de la rébellion, le lieu idéal d'implantation des bandes, qui y trouvaient des mechtas, disséminées sur l'ensemble du massif, pour se mettre à l'abri du froid et d'où elles pouvaient agir de jour et de nuit en toute impunité.

A courte distance du pied de la montagne, il y avait des agglomérations bien pourvues d'où elles pouvaient tirer toutes leurs ressources.

J. Assémat


Merveilleuse Mitidja, entretenue avec passion, de ▶ génération en génération. L'orgueil des Français descendant des premiers colons. Vignes, orangers et plantes comme le géranium rosat et la verveine en faisaient la plaine opulente et parfumée de l'Algérie. Une petite Californie, née du néant.

Blida, la plus importante de beaucoup (elle comptait alors 80 000 habitants), est aussi la plus proche de la montagne boisée, puisque certains de ses quartiers sont construits sur ses flancs. Une route goudronnée, qui monte en lacet dans les bois, mène au centre de sports d'hiver de Chréa, où les Européens avaient édifié d'agréables villas.

La grande rocade est-ouest qu'empruntent la route et la voie ferrée d'Alger à Oran est jalonnée par les agglomérations de Boufarik, Mouzaïaville, El-Affroun, Ameur-el-Aïn, Marengo.

Elles étaient alors, en raison des ressources qu'elles offraient, des lieux de rendez-vous tout trouvés à l'occasion des souks (le mardi) entre délégués des bandes (katibas) et l'organisation territoriale (1).

Situées, d'autre part, à courte distance d'Alger, elles constituaient des points de contact entre la direction F.L.N. de la capitale et celle de la Mitidja.

Dans ce grenier, le plus riche d'Algérie, les rebelles n'avaient que l'embarras du choix pour vivre et détruire.

A 6 h 30, le téléphone du commandant du secteur sonnait. Le compte rendu du matin lui apprenait souvent que des pieds de vigne avaient été coupés sur une surface considérable, ou que des troncs d'oranger avaient été sciés, des distilleries de géraniums saccagées à coups de pioche, des hangars à tabac, des réserves de fourrage incendiés, des poteaux télégraphiques abattus, des rails déboulonnés sur les deux voies ferrées : celle d'Alger à Oran et celle de Djelfa par les gorges de Chiffa, où souvent des déraillements provoquaient des dégâts importants.

Une œuvre réduite à néant...

Les reconnaissances faites au petit matin faisaient découvrir des cadavres d'ouvriers agricoles musulmans, les mains liées derrière le dos et égorgés. C'étaient ceux qui avaient résisté aux injonctions du F.L.N., tandis que d'autres, pour avoir la vie sauve, avaient, sous la menace, détruit les cultures auxquelles, la veille, ils avaient travaillé avec application.

Ainsi, le travail de plusieurs générations était peu à peu réduit à néant et tout cela avait à Alger, si proche, une très grande résonance.

Fin 1956, ce territoire était, comme on le voit, le théâtre d'un terrorisme rural intense auquel s'ajoutait, à coups de revolver et jets de grenades, un terrorisme urbain non moins préoccupant.

Le moral des deux communautés s'en ressentait et les Européens risquaient, dans leur désespoir, de s'en prendre inconsidérément aux musulmans, innocents cependant dans la plupart des cas. Comment assurer la sécurité tout en laissant se poursuivre la vie et l'activité de tous ?

Les premières mesures avaient consisté à mettre dans chaque agglomération de la rocade est-ouest des unités qui étaient à pied d'œuvre pour empêcher le terrorisme urbain et pour intervenir dans la montagne.

Certes, ce n'était pas suffisant et il fallut s'installer aussi dans la montagne, après avoir construit des pistes sûres, aux abords déboisés et débroussaillés, puis édifier des postes tenant les points essentiels. C'est au printemps de 1957 que ces travaux commencèrent.

Les unités eurent, à cette époque, une tâche très lourde puisque, tout en assurant la protection, il leur fallait maintenir une activité nocturne ininterrompue de patrouilles et d'em-

(1) Wilaya : groupe de zones ; nahia : région ; kasma : secteur.



▶ **BLIDA**

les bergers, agents de liaison entre le rebelle et les siens

buscades et, le jour, protéger les chantiers, construire les postes, sans cesser toutefois de monter de temps en temps des opérations en montagne pour y pourchasser les bandes.

Comment les postes en montagne pouvaient-ils, eux aussi, contribuer à la protection des populations?

En dehors de leur rôle de sentinelles avancées et de bases d'opération dans le massif montagneux, il apparut, dès qu'ils furent entrepris, que ces postes pouvaient également servir à protéger les populations, si celles-ci étaient amenées à se grouper dans leur voisinage immédiat.

Organisation des villages

S'il en était ainsi, les populations de la montagne seraient séparées des bandes rebelles qui, du même coup, ne bénéficieraient plus du soutien logistique qu'elles leur fournissaient sous la forme du logement, de la nourriture et de l'impôt.

Il convenait donc, dès les premiers beaux jours de 1957 et dès l'occupation des postes, d'entreprendre le déplacement des populations. La tâche était ardue. En effet, si l'on pouvait leur faire valoir les avantages de sécurité qu'elles en tireraient, il fallait, en revanche, les faire rompre avec leurs habitudes ancestrales, leur faire abandonner leurs maisons, sans doute bien pauvres, leurs lopins de terre et ce qui y avait été planté.

Il fallait enfin les amener à reconstruire, sans grands crédits, avec leurs seuls moyens, une maison nouvelle dans une agglomération où elles seraient astreintes, pour la première fois, aux obligations de la vie collective.



Montmarchais

C'est ainsi que débuta la politique du regroupement des populations montagnardes.

Les commandants de quartier et les officiers de S.A.S. (1) travaillèrent ensemble pour résoudre ce problème épineux du déplacement des populations, qu'en réalité seules les unités militaires étaient capables de réaliser en apportant leur aide et leur protection et en établissant les plans des nouveaux villages.

Cédant plus à la persuasion qu'à la contrainte et compte tenu des menaces et sévices qu'elles subissaient de la part des rebelles, les populations consentirent à déménager, avec l'aide et sous la protection des troupes.

On les vit ainsi, après avoir rassemblé leurs affaires, démolir leurs mechtas en récupérant soigneusement tuiles, charpentes et portes, transporter le tout à dos de mulets ou de bourricots, cheminer en longues files le long des sentiers de montagne, puis entreprendre la reconstruction à l'endroit précis qui leur était assigné.

Il fallait, en effet, pour que les villages eussent un certain aspect et pour faciliter par la suite leur contrôle, que les maisons fussent alignées, les rues droites et les constructions réalisées selon le plan d'ensemble dressé par le commandant de quartier.

Cette période de la reconstruction fut, certes, pénible, mais une fois les travaux terminés, les populations éprouvèrent une légitime fierté d'avoir créé de toutes pièces leurs nouvelles habitations.

Les villages établis plus tard avec l'aide du Service de la reconstruction n'eurent pas le même caractère et on remarqua que les habitants qui avaient tout fait de leurs mains étaient plus satisfaits que ceux auxquels on avait à l'origine beaucoup donné.

Il fallait aussi organiser peu à peu ces villages du point de vue économique, administratif et défensif.

(1) Section administrative spécialisée.

J. Assémat



◀ **Type de grand domaine, aux Quatre-Chemins, près de Boufarik. La maison d'habitation et les dépendances forment presque un hameau. Boufarik est le haut lieu de la colonisation française. La cité fut créée quand on appelait encore la Mitidja le « pays de la mort jaune ».**



◀ Le drame de la masse musulmane, dans les familles dont certains membres sont au maquis. On s'aperçoit que les liens demeurent dans les faits et que civils et maquisards continuent de coexister. Même si les civils sont loyaux. On ne refuse rien à un fils ou à un frère.

Blida existait ▶ avant les Français. Depuis les Français, elle est devenue une des grandes villes de la Mitidja. Cernée d'orangeraies, dressée au pied des monts de Chréa, elle a le charme des villes anciennes. Des Cordouans la fondèrent et elle fut, au temps des Turcs, une capitale des plaisirs.

Dr Barisain-Mourose

Dans l'immédiat, les populations avaient eu l'autorisation, sous protection militaire, de faire leurs récoltes, mais il fallut au plus tôt leur distribuer d'autres terrains, acquis par vente à l'amiable ou expropriation, de façon qu'elles pussent reprendre à courte distance la culture artisanale qu'elles pratiquaient précédemment.

On s'ingénia aussi à trouver aux hommes des possibilités de travail dans les chantiers de D.R.S. (1) – exploitations forestières –, construction de nouvelles pistes carrossables, etc.

D'autre part, ces populations, sensiblement rapprochées de la plaine de la Mitidja, de tout temps pôle d'attraction, trouvaient à courte distance des travaux, saisonniers certes, mais rémunérateurs.

Restait à surveiller les troupeaux, de crainte de les voir s'égarer dans la montagne, où ils seraient la proie des rebelles, et favoriseraient ainsi des contacts entre bergers et maquisards.

Les nouvelles collectivités devaient être également organisées administrativement.

Le premier stade visait la connaissance approfondie de la population, avec son recensement, l'inventaire des familles, le numérotage des maisons.

Bonne façon pour les commandants de quartier de connaître leur population.

(1) Défense et restauration des sols.

Le deuxième stade devait aboutir à mettre en place le cadre administratif proprement dit :

- Conseil de village ;
- Djemaa – assemblée de notables – qu'il y avait intérêt à consulter souvent. Organisation collégiale qui évitait de laisser les pouvoirs entre les mains d'un seul chef.

S'y adjoignaient les services concernant les diverses activités :

- Dispensaire, avec assistance médicale gratuite ;
- Action psychologique ;
- Création d'écoles.

Des familles écartelées

A cet égard, les commandants de quartier utilisant les ressources dont ils disposaient, on vit, dans un village du Sahel surveillé par une unité de Sénégalais, l'un de ces grands Noirs faire fonction d'instituteur et réussir parfaitement auprès des jeunes enfants du village.

Lorsqu'on lui demandait si ses élèves l'aimaient bien, il répondait : « Les élèves aiment toujours bien leur maître quand le maître aime bien ses élèves. »

Au troisième stade, enfin, devaient être mis en place les groupes d'autodéfense, après que le village aurait été pourvu des installations indispensables de défense (périmètre de barbelés et tours de guet).

Cette organisation, longue à réaliser, ne permit pas toujours d'exercer avec la rigueur voulue tous les contrôles nécessaires.

Il ne faut pas oublier que cette population avait des parents dans la rébellion (fils, mari, frère, cousin). Les femmes étaient les plus attachées à venir en aide aux rebelles qui étaient leurs proches parents.

Une surveillance accrue, facile à exercer, y mit rapidement bon ordre, mais les petits gardiens de chèvres se substituaient aux femmes et allaient porter des vivres dans des caches de la montagne.

Il fallut organiser et contrôler le ravitaillement des villages en créant boulangeries, épiceries, boucheries où les habitants eurent l'obligation de se ravitailler et où les achats furent réglementés.

Cette œuvre de longue haleine, qu'il fut nécessaire de mettre au point et d'ajuster constamment aux problèmes du moment, devait donner des résultats dans tous les domaines où s'exerçait notre mission de pacification. H

Général DESJOURS

APRÈS MOLLET, BOURGÈS; MAIS LACOSTE RESTE

12 juin 1957. Bourgès-Maunoury vient de former son ministère. On le voit ici, à la droite de René Coty. Il a 43 ans. Robert Lacoste *(premier rang, à l'extrême droite)*, reste en Algérie. Félix Gaillard *(près de Lacoste)* va devoir sauver les Finances.

LE 28 MAI 1957, le sort du cabinet Guy Mollet est réglé par 250 voix contre 213 et 70 abstentions. Avec une durée de seize mois, il a battu tous les records de longévité de la IVe République, mais sa chute n'en ouvre pas moins une crise grave, infiniment délicate, qui traduit l'usure inquiétante du régime. Deux communiqués antagonistes soulignent l'« absurdité », au sens propre, d'une situation de crise provoquée, selon la bonne tradition, par la coalition des extrêmes, les communistes et les partis modérés.

Le groupe S.F.I.O. affirme sa conviction que « le pays apprendra avec stupeur la chute d'un gouvernement qui avait obtenu et mérité sa confiance.

Derrière les grands mots

Au seuil d'une crise difficile, ouverte avec beaucoup de légèreté par une majorité de rencontre sans cohésion et sans programme, le groupe renouvelle à Guy Mollet et à l'équipe qu'il avait rassemblée autour de lui son affectueuse solidarité ». Mais le comité national des indépendants n'entend pas être en reste : « La crise est ouverte. Si la composition de l'Assemblée ne permet pas de gouverner sans les socialistes, il n'est pas davantage possible de le faire contre les indépendants et les paysans. Ceux-ci pensent que le moment est venu de constituer un gouvernement de salut public qui redressera la situation financière et maintiendra l'Algérie française. »

Derrière de grands mots, une évidence : l'incapacité de soutenir l'expansion sans ruiner la balance des comptes et l'impuissance à trouver une solution satisfaisante à la décolonisation qui empoisonne l'existence de la IVe République depuis sa naissance.

En attendant, le président de la République, René Coty, invite, une fois de plus, les leaders des partis à faire leur habituel « tour de piste ». Pour hâter les choses, il charge René Pleven d'une mission d'information. Plutôt que d'envisager la composition d'un nouveau gouvernement, ce dernier estime qu'il faut élargir la composition du précédent, seule solution possible, compte tenu de la composition de l'Assemblée.

Sur ces données lumineuses, le président Coty « pressent » Pierre Pflimlin, qui affirme son hostilité « aux soutiens à éclipse et aux majorités tournantes » et entend « sauver l'Algérie française et bâtir l'Algérie nouvelle, sauver la France, ratifier les traités du Marché commun ; enfin, réformer l'État ». Mais Guy Mollet fait grise mine devant la tentative du leader M.R.P., d'autant plus que celui-ci entend recourir à une rigoureuse politique financière. La S.F.I.O. ne soutiendra pas Pflimlin. En désespoir de cause, le président de la République se retourne vers Guy Mollet. Mais celui-ci juge son retour prématuré. Il ne reste plus qu'une solution : un leader radical. Pourquoi pas ? Mais Billères se récuse. Heureusement, Bourgès-Maunoury se montre plus accommodant et juge impossible de « se dérober à une lourde mission ». La lassitude l'emportant, le nouveau président est investi par une assemblée « goguenarde et désabusée », le 12 juin 1957, par 240 voix contre 154 et 74 abstentions. La crise a duré plus de trois semaines.



Les prédictions de Guy Mollet

Brillant combattant de la guerre de 1939-1945, ayant fait une carrière politique rapide, le nouveau président du Conseil n'a que quarante-trois ans et bat le record détenu jusque-là par Edgar Faure. S'il est « démuni d'éloquence et d'autorité », Bourgès-Maunoury n'en est pas moins « homme de bon sens et d'esprit libre ». Au cours d'un « intermède » de deux mois et demi, son gouvernement n'en réussit pas moins à faire voter à une large majorité les traités du Marché commun et de l'Euratom. Son jeune ministre des Finances, Félix Gaillard, arrive — et ce n'est pas un des moindres paradoxes de la IVe — à faire avaler au

A.F.P.



Guy Mollet encadrant, avec Pierre Mendès-France, le président René Coty. Il part, laissant derrière lui, en pleine crise financière et politique, un gouvernement menacé par l'Assemblée, une France désemparée devant les perspectives de la guerre d'Algérie. Comment la faire ? Comment la gagner ? Lacoste a préparé son plan. On le rejettera. Était-ce la vraie chance ?



A.F.P.



A.F.P.

Bourgès, seul, au banc du gouvernement. Il sait qu'il entre dans une période de difficultés presque insurmontables.

Parlement un train fiscal nettement plus étoffé que celui que demandait son infortuné prédécesseur, Paul Ramadier. Il obtient 450 milliards d'impôts nouveaux et annonce pour 1958 un budget d'austérité.

Mais où l'on attend la nouvelle équipe, c'est naturellement sur le problème clé, sur l'Algérie, en proie à une nouvelle flambée de violence. Les sombres pronostics de Guy Mollet, qui avait annoncé qu'une crise politique serait interprétée par le F.L.N. comme le signe d'une volonté vacillante de la France, semblent se réaliser.

En tout cas, l'extension du terrorisme à la métropole crée dans l'opinion française un climat d'inquiétude. Certains s'inquiètent même de la venue à Paris, pour le défilé du 14 juillet, de parachutistes algériens. C'est dans cette atmosphère que le gouvernement aborde sa première épreuve, le vote d'un projet de loi sur les pouvoirs spéciaux, extension à la métropole des pouvoirs d'exception déjà accordés à l'Algérie et destinés à mettre fin aux règlements de comptes qui opposent le M.N.A. au F.L.N. Le débat dure deux jours et trahit l'absence d'une véritable majorité. Une série d'amendements menacent de démanteler le projet. Finalement, force est au gouvernement de recourir à la question de confiance. Le projet est finalement adopté par 280 voix contre 184. Résultat en apparence satisfaisant, mais en apparence seulement. Un certain nombre de députés socialistes ou M.R.P. ont préféré s'abstenir ou « s'absenter ». En réalité, l'Assemblée a reculé devant la perspective d'une crise à la veille des vacances !

Cependant, le cabinet Bourgès-Maunoury ne manque pas d'atouts dans l'affaire algérienne. La situation militaire s'améliore véritablement et la nouvelle équipe se révèle plus homogène que la précédente, avec le départ des « opposants », de ceux qui avaient pris la relève de Mendès : Masson, Mitterrand et Defferre. On trouve un radical dynamique, aux Armées, André Morice, qui ne cache pas sa nostalgie de l'intégration et qui donnera une impulsion décisive à l'édification du barrage qui portera son nom. Max Lejeune hérite du nouveau ministère du Sahara, divisé en deux départements, les Oasis et la Saoura. Le gouvernement marque ainsi sa volonté d'en finir avec le « front saharien » et d'amorcer la mise en valeur du désert.

Une mission ambiguë

Enfin, Robert Lacoste reste à Alger. Le ministre résidant vit de plus en plus sur les nerfs. Entre deux périodes de découragement — « Partir, ce serait lâche, et mon successeur ne ferait rien d'autre » —, il mène sa lutte sur plusieurs fronts. Les gens du F.L.N., il les méprise, notamment ceux qui « plastronnent » à New York. Entre eux et lui, c'est la lutte au finish, le « dernier quart d'heure ». Les musulmans, il compte bien les avoir également à l'usure, les convertir par ses réformes. Le gros problème reste toujours les Français d'Algérie. C'est pourquoi il entend ne rien brusquer. Sportivement, il reconnaît : « Ils ne sont attachés à moi que parce qu'ils savent que tant que je serai là, on ne négociera pas. Ils sont décidés à tout refuser. Ils proclameraient plutôt la République algérienne à la manière sud-africaine et l'armée marcherait avec eux. » Avec l'armée, il sait qu'un nouveau front vient de s'ouvrir. C'est pourquoi il s'inquiète des résultats des commissions d'enquête sur les excès et la torture. Il n'a pas oublié les avertissements de Salan.

Lacoste procède, lui aussi, à l'application de son triptyque. D'abord, rétablir l'ordre, détruire l'appareil politico-militaire du F.L.N.; ensuite, multiplier les travaux, les chantiers, faire disparaître le chômage et la misère, cette plaie de l'Algérie ; enfin, promouvoir des réformes, surtout la réforme municipale, la « grande pensée du proconsulat ». Elle seule pourra révéler les élites, les interlocuteurs, nécessaires à l'Algérie de demain. En attendant la possibilité de procéder à des élections, il installe des délégations spéciales, où les musulmans se trouvent souvent en majorité.

Il tient à faire partager son enthousiasme, à faire comprendre à tout le monde les exigences de la guerre révolu-

en repoussant la loi-cadre, la France a-t-elle perdu sa seule et de


A.F.P.

Félix Gaillard, ministre des Finances dans le gouvernement Bourgès. Lourd portefeuille, maigres finances !

tionnaire. Il ne veut ni « bureaucrates routiniers ni sceptiques nonchalants ». Il admet que « les réalisations se fassent par étapes ». Mais « il est interdit de ne rien faire ». L'Algérie doit « se faire en marchant ». C'est seulement de cette manière qu'on établira un ordre politique, économique et social fondé sur la justice et l'égalité. Pour l'heure, il affecte de se montrer satisfait. Dans sa quatrième directive adressée à l'armée, il rappelle l'œuvre accomplie : 1 107 communes nouvelles; 419 délégations spéciales installées; plus de 2 000 musulmans entrés dans la fonction publique; la mise en train d'une réforme agraire qui concernera plus de 35 000 personnes.

Et toujours l'O.N.U. !

Cependant, même si la réforme municipale doit faire des miracles, on peut se demander si le moment n'est pas venu de franchir une étape supérieure. C'est la conviction de Bourgès-Maunoury qui tient à effectuer une relance de la politique algérienne par le biais du fameux Statut. Le jour même de son investiture, le chef du gouvernement a, en effet, déclaré : « Nous prenons un autre engagement solennel, celui d'entreprendre, sans attendre le bon vouloir de nos adversaires, la construction d'une Algérie nouvelle. En conservant tous les objectifs qu'avait définis le président Guy Mollet, l'appel au cessez-le-feu restant valable, j'ai pris la décision de déposer aussi tôt que possible un projet de loi-cadre qui servira de base à la mise en place de structures politiques nouvelles. »

C'est Lacoste qui est chargé de préparer, dès le début de juillet, le texte qui doit servir de base aux discussions du gouvernement. Celui-ci entend faire vite et agir avant la nouvelle session de l'O.N.U. Le projet, médité depuis des mois, ne brille pas par la simplicité. Il prévoit une organisation à deux niveaux.

A la base, le découpage de l'Algérie en un certain nombre (huit probablement) de territoires dotés de l'autonomie administrative avec une assemblée élue au collège unique qui investirait un conseil de gouvernement présidé par un représentant de la République. A Alger, un « parlement fédératif » aurait une compétence en matière économique, sociale et financière. Ses membres seraient élus, soit au suffrage direct, soit par les représentants des assemblées territoriales, soit en combinant les deux systèmes à la fois. Ce parlement investirait de son côté un « conseil fédératif », présidé par le représentant de la République, ce dernier étant le chef de l'exécutif.

Ce système tient compte de la représentation obligatoire des minorités au sein des diverses assemblées, malgré le collège unique, et de l' « arbitrage permanent de la République » assuré par le ministre de l'Algérie et par une cour arbitrale siégeant à Paris et composée de personnalités de « statut civil » et de « statut coranique ». Le projet précise encore que la République conserverait l'armée, la diplomatie, les finances générales, la justice civile et répressive, l'enseignement secondaire et supérieur, les mines...

Somme toute, le schéma de loi-cadre ne fait que préciser le thème général présenté par le cabinet Guy Mollet, il en découvre les contradictions. La négociation avec les élus sera réduite à sa plus simple expression et ne concernera que le mode d'élection aux assemblées territoriales et au parlement fédératif. Les musulmans ne s'y trompent pas et le scepticisme règne. En ce qui concerne la communauté européenne, l'accueil est d'emblée défavorable. Dès le 7 juillet, plusieurs associations d'anciens combattants font le serment de « s'opposer par tous les moyens à toute mesure qui menacerait l'intégrité du territoire et l'unité française ».

Mendès-Maunoury ou Bourgès-France ?

Par un discours rassurant, Lacoste s'efforce de vaincre leurs appréhensions : « Il ne faut pas avoir peur de la loi-cadre. Hier, elle eût été artificielle. Aujourd'hui, les communes, les assemblées régionales sont créées. Il faut systématiser, organiser ces cellules vivantes.

John Kennedy et Chanderli : une association jouant le F.L.N., et à bénéfices réciproques

Le 2 juillet 1957, s'ouvre au Sénat américain un débat sur l'Algérie. Un projet de résolution introduit par le sénateur démocrate du Massachusetts, John Fitzgerald Kennedy, fait grand bruit. Le jeune sénateur invite ni plus ni moins le président des États-Unis, le général Eisenhower, et le secrétaire d'État, John Foster Dulles, à « user de toute l'influence dont disposent les États-Unis pour mettre fin à la guerre d'Algérie de façon que soient reconnues la personnalité et l'indépendance algériennes ». Il déclare que les solutions actuellement envisagées en France « sont dépassées et ne pourraient être que de simples palliatifs venant trop tard ».

Il ajoute : « L'attitude des États-Unis équivaut à la négation des principes d'indépendance et d'anticolonialisme, quelles que soient les formules diplomatiques, les arguties légales et même les considérations d'ordre stratégique avancées pour la justifier. »

Enfin, pour le bouillant sénateur américain, l'appui fourni par le gouvernement Eisenhower à la politique française en Algérie « affecte la position des États-Unis aux yeux du monde libre et fournit de puissantes armes aux propagandistes antioccidentaux en Asie et au Moyen-Orient ».

Pour Kennedy, l'Algérie a cessé d'être un problème français.

A Alger, le sang du ministre résidant ne fait qu'un tour. Robert Lacoste adresse une réponse tonitruante au discours de Kennedy, donnant par là même une audience populaire considérable à un discours qui n'aurait guère dû sortir des limites des États-Unis et des couloirs des chancelleries.

Lacoste précise que le discours du sénateur américain « n'a pas atteint son but ». Il invite le futur président des États-Unis à se rendre en Algérie et constater sur place l'essor économique, afin de « cesser de parler comme un sourd et un aveugle dont la religion est faite ». « L'Algérie ne sera pas indépendante, s'écrie Lacoste, il faut que nos adversaires le sachent bien... »

Cette violente prise de position provoque la riposte de John F. Kennedy qui — tout surpris de l'ampleur prise par son discours — renouvelle, le 8 juillet, les accusations précédemment portées et ajoute :

« Ce n'est pas en affirmant que la France réglera ce problème toute seule ni en prétendant qu'il vaut mieux ne pas mentionner cette question en public qu'on pourra dissimuler le fait que les Algériens seront libres un jour. »

Torpiller Eisenhower

En défendant la cause de l'Algérie indépendante le sénateur Kennedy venait de porter un coup sérieux à la politique d'Eisenhower. Car, si l'Algérie ne le laissait pas indifférent, ce problème ne l'intéressait subitement que dans la mesure où il lui permettait d'attaquer le président républicain qu'il rêvait de remplacer. Le « fameux » discours Kennedy sur l'Algérie n'était, en réalité, qu'un condiment de la « cuisine » électorale américaine. Mais le F.L.N. avait su l'exploiter avec maestria.

En effet, M'hamed Yazid et Chanderli, représentants du Front à New York, avaient pris contact avec le jeune sénateur du Massachusetts, dont l'étoile montait au firmament politique américain. Pour eux, il n'y avait rien à faire avec Eisenhower, pas plus qu'avec Dulles, qui voyait des communistes partout et en particulier dans les rangs de la révolution algérienne. Ayant parfaitement étudié le monde politique américain et les ressources que présentait l'information américaine, Chanderli avait multiplié les contacts. Il n'avait qu'une devise : « Faire parler du problème algérien et ne pas faire peur. » C'est ainsi que Yazid et Chanderli avaient lié connaissance, dans les couloirs du Sénat, avec

Nous ne tomberons pas dans le piège des fédéralistes. Le fédéralisme, bien sûr, mais pas avant que la fédération française soit faite. Sinon, nous tomberions dans la bêtise de l'indépendance dans l'interdépendance. Cette loi-cadre ne doit pas céder à la chimère. Elle doit exclure des solutions « à la tunisienne » et « à la marocaine ». Elle ne doit pas aboutir à l'indépendance. Le seul problème qui se pose ici est celui de la coexistence de deux communautés. Elle ne peut se faire que par l'arbitrage de la France républicaine. »

Les inquiétudes des Européens trouvent un large écho en France, où les attaques contre la loi-cadre se multiplient. Seuls, la S.F.I.O. et le M.R.P. souscrivent au projet gouvernemental, encore que nombre de personnalités le considèrent, suivant l'expression de Defferre, comme un « faux-semblant ». En fait, tous les partis modérés et certains radicaux dénoncent avec Soustelle des dispositions qui « créeraient en Algérie de véritables institutions d'État, un législatif et un exécutif avec un président du Conseil et qui ne pourraient avoir d'autre résultat que la sécession à bref délai ». André Marie ironise : « Nous avons un gouvernement Mendès-Maunoury là où nous espérions un gouvernement Bourgès-France ! » Le cabinet est lui-même divisé, avec de vifs affrontements entre André Morice et le ministre des Finances, Félix Gaillard, partisan résolu du projet. On constate aussi que le projet met en cause la structure interne de la République et implique la révision (République une et indivisible) du titre VIII de la Constitution.

Au début de septembre, le gouvernement décide de brusquer les étapes. Tout l'y pousse. En Algérie, l'opposition des associations européennes se durcit de jour en jour et une manifestation est prévue pour le 18 septembre. Elle sera annulée devant l'attitude ferme du général Massu. Les activistes renoncent à s'aliéner l'armée. Mais en France même, le gouvernement doit se battre sur un deuxième front, avec la menace d'une véritable insurrection des associations paysannes.

Aussi, dans ce climat plus que tendu, Bourgès-Maunoury décide de convoquer le Parlement pour le 17 septembre, en session extraordinaire, ce qui lui laisse le choix de l'ordre du jour.



A.F.P.

L'activité terroriste du F.L.N. va se manifester en France. A la finale de la Coupe de France, un fidèle ami de la France, Ali Chekkal, était abattu à Colombes. Ici, lors de ses obsèques : Fouques-Duparc, Lambert, Sid Cara Mekki.

La loi-cadre rejetée !

Les débats commencent le 25 et ne tardent pas à s'enliser. Pour forcer la décision, le gouvernement pose la question de confiance. Le lundi 30, la séance s'ouvre dans une atmosphère lourde. Bourgès-Maunoury ne réussit pas à convaincre, d'autant plus qu'en quelques jours ses adversaires ont durci leurs positions. Finalement, c'est Soustelle qui donne le coup de grâce au projet gouvernemental.

Le scrutin est accueilli sans surprise. La loi-cadre est rejetée par 279 voix contre 253. Le vote marque peut-être la fin de la dernière chance de régler le problème algérien dans le cadre d'une union durable avec la France. C'est ce que certains, et non des moindres, ont pensé. En tout cas, le scrutin du 30 septembre marque un tournant décisif dans l'histoire de la IVe République. Le gouvernement Bourgès-Maunoury donne sa démission après avoir recueilli 13 voix de plus que lors de son investiture. La crise va durer trente-cinq jours. C'est le début de l'agonie du régime. **H**

Philippe MASSON

Holmès-Lebel

◄ John F. Kennedy. Jeune sénateur du Massachusetts en 1957, il prend, sur le problème algérien, des positions favorables aux thèses du F.L.N. : « L'Algérie a cessé d'être un problème exclusivement français », dit-il le 2 juin 1957. Arguments électoraux plus destinés à saper le prestige d'Eisenhower qu'à soutenir vraiment le F.L.N.

John Kennedy. Chanderli était même devenu son intime et partageait souvent le sandwich qui servait de déjeuner au jeune sénateur pour lui parler de l'Algérie. Il avait su faire oublier l'extrême confusion qui régnait au sein de la révolution algérienne pour exploiter le sentiment de la partie la plus libérale de l'opinion publique française. Kennedy, en habile politique, avait vu le parti qu'il pouvait tirer de la situation sur le plan intérieur américain. Il lui fallait tirer à boulets rouges sur Eisenhower et l'administration républicaine. Grâce à un dossier nord-africain très documenté – établi par Chanderli lui-même –, deux de ses « têtes d'œuf » de Harvard lui avaient écrit ce discours à la dynamite qui ridiculisait mais surtout accusait violemment le soutien qu'Eisenhower et Dulles apportaient à la France dans l'affaire algérienne. Robert Lacoste, en répondant, avec la vigueur qu'on lui connaît, au discours Kennedy, lui avait donné un retentissement mondial que le jeune sénateur n'escomptait pas.

A la mi-juillet 1957, Abdelkader Chanderli pouvait se frotter les mains. Non seulement le problème de l'Algérie agitait l'opinion mondiale, mais il avait rendu un service personnel de taille à Kennedy lors de sa campagne présidentielle. Parvenu à la Maison-Blanche, celui-ci ne l'oublierait pas !

Yves COURRIÈRE

Francine Houyau

REVOIR ARZ



Comme La Calle, comme Cherchell, comme Bougie, Arzew a le charme de ces petites villes portuaires d'Algérie. Mi-maritimes, mi-citadines, estivales trois mois par an. Douceur de prendre une anisette à une terrasse baignée de soleil, place d'Isly *(en haut)*, où les palmiers encadraient un kiosque à musique, avant que les trilles soient ceux d'un jet d'eau. C'est la place où l'on dansait, les soirs de fête à Arzew. Entre les cafés et la petite église blanche de style colonial espagnol. A droite, le port. Avec des eaux infiniment bleues, des filets roses et des pêcheurs basanés. Depuis des siècles, ils ont les mêmes gestes pour réparer leurs filets. Même si ces filets sont aujourd'hui en fil de nylon et craquent moins...

MINI-TEXAS qui étonnerait actuellement ses fils déracinés, Arzew s'est métamorphosé par la grâce des hydrocarbures. Les réservoirs, les oléoducs, ont violé ses plages, les vomissures des tankers les ont souillées. Son ciel, illuminé par les torchères, se devine à des lieues. On a barré la mer de digues et lancé vers le large des appontements audacieux, mais ce n'est pas vers eux que se dirigent, au crépuscule, les chalutiers alourdis, c'est vers ton cœur, Arzew, auquel ils sont fidèles.

Le sel, l'alfa, le soufre et l'anisette

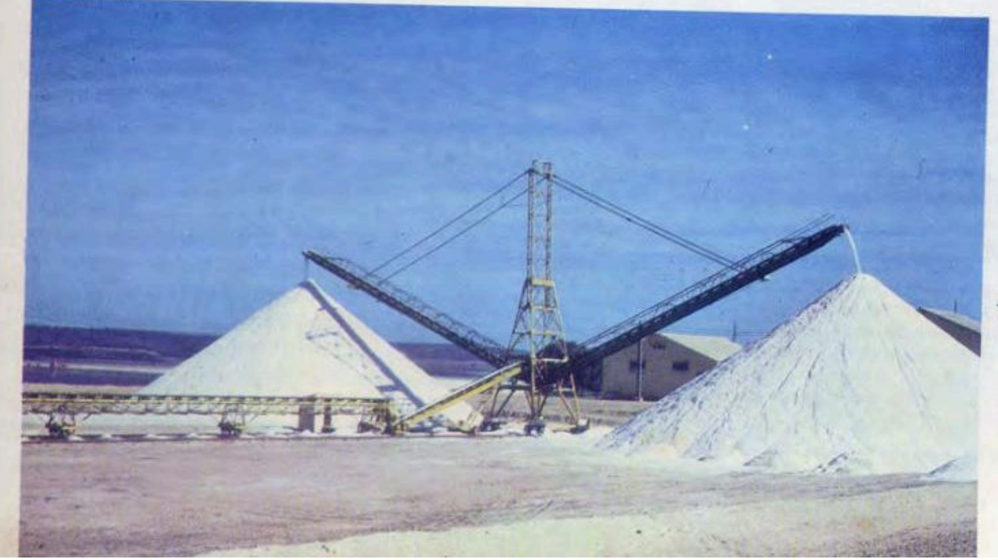
Ici, le cadre est demeuré, sinon les acteurs. Comme il est vain de penser qu'un décor s'évanouit dès qu'on n'y figure plus! N'est-il pas encourageant, au contraire, d'imaginer intensément les lieux connus et aimés poursuivant leur existence contre vent et marée?

La pêcherie, Arzewiens. Si elle ne résonne plus d'accents valenciens, elle reste le temple parfumé où officient, chaque soir, des générations d'hommes de mer. Dès l'accostage, ils débarquent fébrilement leur charge luisante, en cageots empilée. Naguère, la halle devenait alors le théâtre de cette extraordinaire Bourse au poisson qu'est une criée, avec tout ce qu'elle comporte de mimiques et de rites que nul profane, s'en fût-il trouvé, n'aurait osé perturber.

Non loin de là, le bar de la Sirène attisait les braises pour griller la kémia : grosses crevettes, langoustines charnues, sardines fraîches ou petits rougets dont l'odeur, épousant le parfum de l'anisette, chargeait puissamment la brise du soir.

Le soir, le port... Un môle plus loin, d'autres hommes de mer s'activaient : on achevait un chargement de sel ou d'alfa, on vidait une dernière benne de soufre.

Francine Houyau



◀ Des collines étincelantes sous le soleil. C'est le stockage du sel, aux salines d'Arzew. Plat pays et scintillements. Puis Arzew deviendra le port industriel. Oléoducs et pétrochimie. On dira « le complexe d'Arzew », et le paysage n'y gagnera pas. Alors, les chalutiers feront figure d'ancêtres...

EW AU FIL DES JOURS...


P. Tétrel

Arzew partageait avec Mostaganem le débouché de l'alfa des hauts plateaux. Récolté à la serpe par les tribus nomades, dans le triangle Tiaret-Géryville-Djelfa, pressé sur place, l'alfa descendait à la côte par route et par fer. Quand un navire s'annonçait, les pyramides de balles envahissaient le port. Il en roulait de tous côtés. Les rats, les chats ou les serpents élisaient domicile dans les interstices accessibles d'où un grappin les délogeait un jour brutalement, emportant leur abri vers le ciel. Les mêmes entassements se reformaient en pontée, ensevelissant les écoutilles, les cheminées d'aération, et grimpant à l'assaut du château de commandement. A la merci d'une étincelle, l'alfa s'embrasait parfois. Il était difficile de dominer le feu, qui couvait longtemps dans la paille fermentée. L'incendie le plus spectaculaire eut lieu à quai, en 1947. Vu de l'autre extrémité de la baie (18 milles environ), le port paraissait embrasé. Les flammes se propageaient de pile en pile, jusqu'à se communiquer aux stocks de soufre voisins, rendant l'air irrespirable. Ce fut un désastre.

Le soufre arrivait de Lacq ou d'Italie pour subir raffinage et conditionnement dans une usine proche d'Arzew. Pour peu que le vent soufflât — ce qui était fréquent — la fleur jaune s'infiltrait partout, noircissant le métal et attaquant les muqueuses. Les dockers opéraient en larmoyant, la peau sentait l'enfer.

Moins pulvérulent, le sel s'accumulait au sol et se contentait d'attaquer sournoisement la tôle des voitures qui allaient et venaient dans les flaques. Il en pleuvait : de l'antique portique de chargement, où les tapis se bloquaient sous le poids; des mâchoires mal serrées de la grue gémissante ou d'une palanquée balançant de vingt mètres quelques sacs mal arrimés, qui retombaient au milieu des cris.

Il faut, à propos du sel, saluer le commerce le plus typiquement arzewien. En effet, si ce port est signalé dans l'Antiquité comme l'un des meilleurs mouillages d'Afrique du Nord *(Arsennaria Portus Magnus*, qui a donné Arseo en castillan, puis en français Arzeu, déformé en Arzew par un Anglais de passage, on se demande pourquoi), la saline d'Arzew, la plus grande d'Algérie, est associée à cette célébrité : les Romains exploitaient la *sebkha*, dont le sel devait déjà tapisser l'itinéraire du lac au port.

Aux derniers grincements des mâts des galiotes succédaient trois coups de sirène stridents : appel au pilote pour la sortie. A bord, on échangeait rapidement les derniers documents, autour d'une bière ou d'un pastis.

La Riviera d'Arzew et la station-radar

A terre régnait le désordre des chantiers épuisés. Demain, il serait temps de ranger. Les dockers se pressaient aux guichets de paie avant de se mêler à l'animation tardive qui gagnait l'Esplanade, sous les palmiers. On « faisait le boulevard », comme en Espagne le *paseo*. Les belles filles ne manquaient pas. Jeunes et délurées, héritières pour la plupart de la beauté alicantine, elles recevaient, amusées, les compliments taquins des garçons, amis du pays, mais aussi marins ou militaires. Arzew comptait en effet une importante base aéronavale, un centre de repos légionnaire, qui partageait avec la Vierge, au fort du nord, la supervision de la baie, et un camp d'entraînement (Franchet-d'Esperey) à quelques kilomètres, dans le djebel du cap Carbon.

La Riviera d'Arzew, cette route du cap Carbon. Elle aurait dû rejoindre un jour l'admirable corniche qui, de Kristel à Oran, souligne la Montagne-des-Lions. En attendant, créée dans un dessein stratégique plus que touristique, elle expirait à la station-radar du cap, plate-forme panoramique sur une côte vierge, remarquable au soleil couchant.

Sur trois kilomètres, jusqu'à la Fontaine-des-Gazelles (dont la dernière mourut captive en 1947), c'était une débauche de cabanons appartenant pour la plupart aux habitants de « l'intérieur » que les fortes chaleurs repoussaient vers la côte. Chacun s'était installé à la mesure de ses ▶



Francine Houyau

Les crevettes d'Arzew. Elles étaient célèbres. Les « gambas » qu'on mangeait grillées, en plein air, avec l'anisette ou le bon petit rosé d'Oranie. Les chalutiers en rapportaient de pleins plateaux, qu'on allait accueillir au port. En 1962, par familles entières, les pêcheurs sont partis, à bord de leurs bateaux, pour rejoindre des points de la côte en face. Port-Vendres ou La Nouvelle. Ils ne retrouveront plus ces paisibles travaux, sous les palmes des rues d'Arzew.



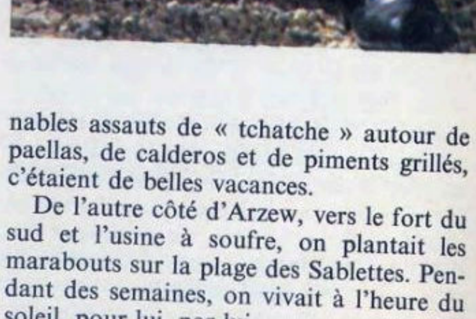
J.-C. Péret





mais le 15 août, après le feu d'artifice, on délaissait la mer pour faire les vendanges

moyens. C'est dire qu'on allait de l'appentis en planches disjointes à la demeure prétentieuse, à tourelles et terrasses, insolemment plantée à la pointe d'un minicap. Qu'importe! Les joies de l'été rendaient également heureux les uns et les autres : explorations sous-marines, pêche aux oursins, récoltés dans une corbeille à vendange ceinturée d'une chambre à air et dégustés à la coque, à même les rochers, promenades en barque, bains délicieux, farniente au soleil et interminables assauts de « tchatche » autour de paellas, de calderos et de piments grillés, c'étaient de belles vacances.



De l'autre côté d'Arzew, vers le fort du sud et l'usine à soufre, on plantait les marabouts sur la plage des Sablettes. Pendant des semaines, on vivait à l'heure du soleil, pour lui, par lui.

Le 15 août sonnait la dispersion, après le feu d'artifice, des célèbres fêtes d'Arzew dont le succès se mesurait au déborde-



Francine Houyau

◀ **Le bonheur pied-noir. Plus que du folklore, une éthique. Un bonheur qui tient à la qualité du ciel et à une sorte de joie permanente devant les grâces qu'il prodigue. Alors, cette joie que tout pied-noir porte en lui, il suffit de l'amorcer. Réunions inénarrables, où les parasols et les clowneries sont de mise. Le goût du rire. Pour le plaisir !**

ment de la foule grouillante, venue de toute l'Oranie. Notre-Dame-du-Refuge sortait de l'église sur l'épaule des pêcheurs, traversait la place, garnie, en cette saison, de pyramides de pastèques et de melons, et embarquait pour présider la cérémonie en mer. Le curé officiait, environné de baigneurs remuants. Ces devoirs rendus au Ciel, la terre se déchaînait et les baraques foraines, un instant muettes, reprenaient leurs hurlements : « On a rrrroulé! Qui n'a pas gagné va gagner! Un seul lot, un seul gagnant! » alternés avec les contorsions du travesti Mimi Caracas mimant La-P'tite-Marie-qu'était-tellement-tellement-jolie. L'exaltation populaire ne désemparait pas jusqu'à la fin de la dernière nuit.

Le 16 août, les « estiveurs » étaient aux vendanges. Le ciel arrosait souvent leur départ d'une larme de crocodile, la première depuis et avant longtemps. Le fait est que le vent tournait, le soleil devenait moins violent, moins chaud l'air du sud, moins calme la mer. Il pouvait, par la suite, souffler un sirocco de 40 °C, on sentait l'automne proche, le merveilleux automne d'Algérie.

Les vendanges duraient peu, le raisin mûr ne souffrant pas d'attendre. Une odeur caractéristique émanait des grandes caves disséminées dans la région, mais Arzew, n'étant pas un village de colonisation, ne tirait aucune vanité particulière de cette saison, si ce n'est d'apparaître, aux yeux des voyageurs aériens, magnifiquement enchâssé dans l'étendue mordorée des vignobles, seule végétation à feuillage caduc. Le bleu intense du ciel et la transparence de l'air, dépourvu d'humidité, rendaient les tons plus chauds. C'était l'époque des crépuscules flamboyants.

« Que les yeux me tombent si je mens... »

Octobre ramenait sur le marché les premières clémentines, encore tachées de vert et toutes feuillues. La clémentine, dit-on, a été inventée en Oranie par le P. Clément, du monastère de Misserghin. Dans la foulée arrivaient les mandarines et les oranges de Perrégaux, « Thomson » repérables à leur nombril, ou sanguines juteuses. Leurs couleurs ranimaient les étals, voués l'été durant au vert et rouge des poivrons, courgettes et tomates.

Les petits maraîchers livraient chaque jour leur production en carrioles qui environnaient le marché toute la matinée. Les ménagères s'y faufilaient, balayant des yeux cet univers familier, à la recherche d'une occasion de bavardage. Elles discutaient les prix pour le plaisir, à grand renfort d'expressions espagnoles, arabes ou pataouètes. Sans accent, le français gâchait tout. D'ailleurs, les rares « patos » ne participaient pas au jeu. Par taquinerie, leurs interlocuteurs parlaient pointu, se retenant de rire : « Sur la tombe de mon père et de ma mère, Marinette, que les yeux me tombent si je mens! »

Également composée de pieds-noirs et d'Arabes indifféremment artisans, commerçants, pêcheurs ou employés, cette population d'Arzew fut toujours inextricablement mêlée dans tous les événements de la vie quotidienne. Certes, les communautés les plus typées se regroupaient par quartiers : arabes à la Guetna, gitans au « Village Carton ». Mais le travail rassemblait ces gens qui se connaissaient bien. ▶

Groupe Total

Arzew (1968). Les cuves Total, la colonisation des hydrocarbures. Canalisations, stockage et, à quai, les tankers, mammouths flottants, qui chargent le pétrole.

...et à l'entrée de l'été 1962, Arzew se vida

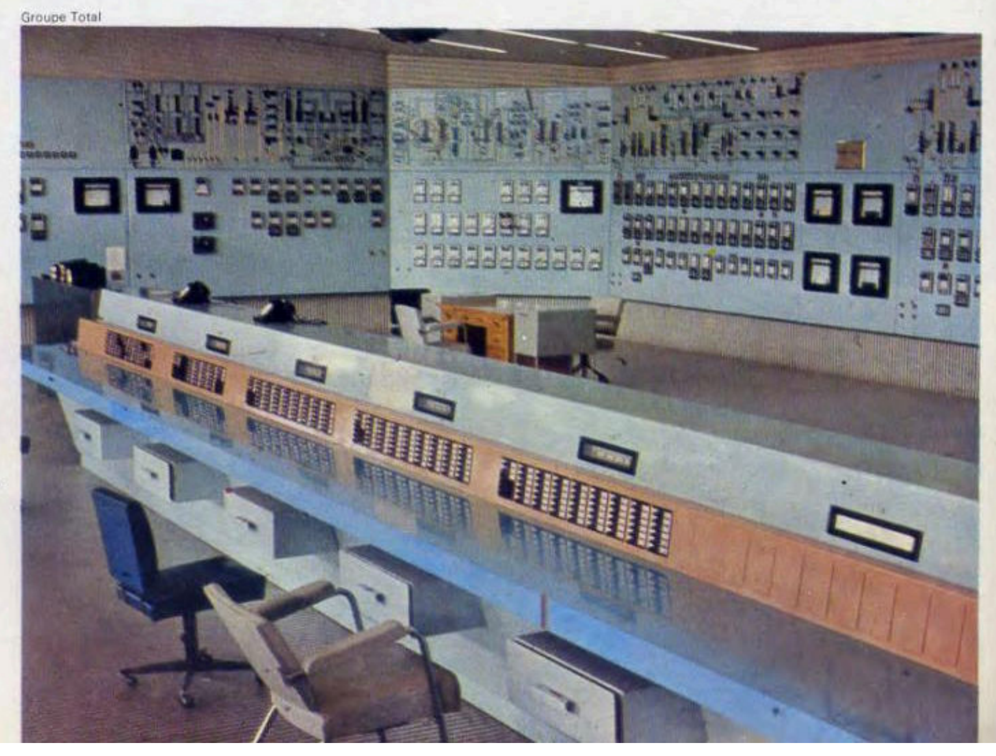
et se ressemblaient tant. Il fallut le geste d'un provocateur pour qu'en mars 1962, à la veille du cessez-le-feu, les deux communautés divorcent brutalement. La cassure fut d'autant plus douloureuse que la chair était vive. On vit alors des choses affreuses et, à l'entrée de l'été, Arzew se vida. Tournant pour une fois le dos à la pêcherie, les chalutiers s'enfuirent.

C'est maintenant l'hiver. Me promenant sur une route savoyarde enneigée, j'imagine Arzew : j'avance vers la place sous les grands palmiers qui font à la ville une si belle entrée. A gauche, les amandiers en fleur décorent les jardins. Calme est le centre : il est tôt après midi. Quelques chômeurs prennent le soleil sur les marches de la poste encore fermée. Les enfants chantonnent à l'école maternelle. La première cigogne décrit de larges cercles autour du clocher où elle vient de repérer son nid de l'an passé. Dans peu de jours, le vol entier atteindra Arzew, le mâle caquettera vers sa femelle pour l'attirer et chacun se dira : le printemps est là. Au premier coup de chaleur, les marguerites par milliers tapisseront la plaine aux vastes horizons, les orangers lâcheront leurs senteurs retenues. La lumière, la douceur inonderont l'Algérie pour quelques mois.

Je lève les yeux sur un glacier... *Vamos*, Arzew, *adios ! adios !...* **H**

Francine HOUYAU

Groupe Total



Près des sardineries et des boutiques de pêche, ▶ des usines ont grimpé dans le ciel d'Arzew. Des usines aux installations abstraites pour le visiteur. Panneaux, boutons, clignotants, niveaux. L'usine de liquéfaction des gaz qui parviennent par gazoduc, à Arzew, depuis les nappes d'Hassi-R'Mel.

CHRONOLOGIE — Juillet 1957

FRANCE

3 : vote du traité sur le Marché commun et l'Euratom par l'Assemblée nationale (342 voix pour, 239 voix contre).
4 : programme de redressement financier.
8 : discours sur l'Algérie du président Coty à Mulhouse : « Ne nous laissons pas prendre à la magie du mot indépendance ».
19 : vote des pouvoirs spéciaux sur l'Algérie par l'Assemblée nationale (280 pour, 183 contre, 29 abstentions).
24 : mort de Sacha Guitry.
28 : budget d'austérité présenté au conseil des ministres.

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

3, 14 : élections législatives en Égypte.
5 : échec de la grève lancée par le F.L.N. à Alger.
7 : serment des anciens combattants d'Alger.
9 : le prince Moulay Hassan proclamé prince héritier du Maroc.
11 : Alexandre Parodi ambassadeur de France à Rabat.
14 : l'A.L.N. fait sauter la centrale de Laghouat.
15 : le sultan Mohammed ben Youssef prend le titre de roi du Maroc.
19 : conflit entre Oman et Mascate dans le golfe Persique.
La Grande-Bretagne appuie le sultan d'Oman.
23 : accords commerciaux italo-marocains.
25 : abolition de la monarchie tunisienne. Habib Bourguiba devient président de la République.

AMÉRIQUE

2 : discours de J.F. Kennedy sur l'Algérie.
26 : assassinat du colonel Carlos Castillo Armas, président de la République du Guatemala.
29 : création d'une agence internationale de l'énergie atomique sous l'égide des Nations unies.

ASIE

6 : le colonel Sumual se proclame commandant militaire de l'Indonésie orientale.
11 : mort d'Aga Khan III auquel succède Karim Aga Khan IV.
13 : le président Ho Chi Minh part pour l'Europe de l'Est.
17 : protocole sino-soviétique sur la coopération scientifique et technique.
19 : visite du roi d'Afghanistan en U.R.S.S.

EUROPE

3 : limogeage du « groupe antiparti » : Molotov, Malenkov, Kaganovitch et Chepilov, en U.R.S.S. et destitution des ministres Pervoukhine et Sabourov.
1er : les trois premières divisions de la Bundeswehr intégrées à l'O.T.A.N.
5 : le Bundestag ratifie le traité du Marché commun et de l'Euratom.
7 : élaboration d'un projet de marché commun nordique.
8 : rencontre Salazar-Franco à Ciudad-Rodrigo.
Le président De Valera tente de mettre fin aux raids de l'I.R.A. en Irlande du Nord.
9 : accord culturel franco-polonais.
Boulganine et Khrouchtchev en Tchécoslovaquie.
10 : visite des souverains grecs en Yougoslavie.
15 : demande grecque d'inscription de la question de Chypre à l'ordre du jour des Nations unies.
21 : accord commercial germano-yougoslave.
23 : ouverture de négociations économiques germano-soviétiques suspendues le 31.
30 : le Parlement italien vote le traité du Marché commun.

LA SEMAINE PROCHAINE



DAMOUS : OPÉRATION PILOTE

Sommaire du n° 229 :

- **Le douar Damous**

« Le général me reçut très courtoisement, son chef d'état-major aussi, ses adjoints des 2e et 3e bureaux firent pour moi un historique de la rébellion dans les massifs du Zaccar et du Dahra et me souhaitèrent bonne chance... » Une opération pilote commence...

- **« De l'espoir à la débâcle »**

« ... Je fus très vite préparé, comme l'étaient mes amis, à réagir à l'opposé de l'ensemble du milieu européen quand éclatèrent les événements de la Toussaint 1954... » Un libéral nous raconte ses activités en Algérie, de 1954 à 1957.

- **Le ralliement de Si Chérif**

Par un chaud matin de juillet 1957, surgissent du djebel, à bord de camions militaires, 330 rebelles en uniforme. Ils débarquent dans un village, puis défilent dans un ordre irréprochable devant une poignée d'officiers français. Ils installent leurs bivouacs et hissent un drapeau tricolore frappé de l'étoile et du croissant. L'aventure de Si Chérif commence...

- **La wilaya 4**

Leur sécurité n'étant plus assurée dans Alger, de nombreux membres et sympathisants du F.L.N. quittent la ville. Ils vont constituer l'ossature de l'A.L.N. dans l'Algérois.

- **« J'étais un « moudjahid »**

« Affronter l'armée française en rase campagne eût été un suicide. Il nous fallait donc avoir recours à la guérilla, apprendre ses tactiques et se plier à ses disciplines particulières. Par bonheur, nous eûmes avec nous, dès le début, d'anciens partisans des maquis français. »

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris. Dépôt légal 2e trim. 1972. — N° d'imp. C. 70. Librairie Jules Tallandier, Paris N° 2040.
Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL.
N° 228 - 15 mai 1972.

Neige sur le Massif Central

La Dépêche
DE CONSTANTINE ET DE L'EST ALGERIEN

JEUDI 13 JUIN 1957

Prix : 15 Fr.
Métropole : 20 Fr.



INVESTITURE ACCORDÉE A M. BOURGÈS-MAUNOURY

PAR 240 VOIX CONTRE 194

L'Algérie au premier plan du programme gouvernemental :



- **Le combat** sera mené aussi longtemps qu'il nous sera imposé
- **Prochain dépôt** d'une loi-cadre qui servira à la mise en place des structures politiques nouvelles
- **Réforme politique** précédée d'une réforme administrative tendant à la suppression du Gouvernement général et à une décentralisation des pouvoirs sur les régions

(DE NOTRE RÉDACTEUR PARLEMENTAIRE)

★ Suite page 3

La mer Rouge zone dangereuse pour les pèlerins de la Mecque

affirment Séoud et Hussein

Appuyant les forces de l'ordre

La population ralliée d'un douar du Chélif chasse une bande rebelle venue pour la massacrer

Le chef des tueurs est capturé et de nombreuses armes saisies

(DE NOTRE CORRESPONDANT PERMANENT A ALGER)

☆ Suite page 8

Les incidents d'Alger ont fait cinq morts

COUVRE-FEU MAINTENU A 21 H.

● Suite page 8

Emouvant témoignage de reconnaissance de Bordj-bou-Arréridj

à la mémoire de Gaston LLEU

Un buste de l'ancien maire inauguré

à l'entrée du groupe scolaire dont il fut le créateur et qui porte son nom

(DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL)



Suite page 8

Un navire israélien force le blocus du détroit de Tiran

Le cargo protégé par l'aviation et la marine arrive sans incident à Eilath

Pas d'incident

Eclatant témoignage de la collaboration franco-musulmane

Les 26 km de la Piste des R'Boula (Guergour) enjambent le Bou Sellam sur un important ouvrage d'art

La réalisation en a été effectuée par l'Armée et les populations unissant fraternellement leurs efforts

Difficultés vaincues par le travail en commun

◆ Suite page 3



La tribune officielle

Un infirme assassiné par les terroristes à Carnot



VOICI LE PONT SUR LEQUEL PASSERA LA ROUTE QUI DESSERT LES R'BOULA

Les communistes chinois abattent deux avions nationalistes et endommagent un appareil américain

Le prix du roman d'aventures à Jacques Chabannes



Attentat à Affreville

Un car attaqué par les hors-la-loi près de Tlemcen

Deux voyageurs européens tués. Une jeune fille réussit à s'enfuir

(DE NOTRE CORRESPONDANT PARTICULIER A ORAN)

Bourgès-Maunoury président du Conseil. Le dix-huitième gouvernement de la IVe République est mis en place. Ce ne sera pas le dernier avant les événements de 1958. Comme la plupart de ses prédécesseurs, il ne tiendra que quelques semaines et ne pourra réaliser son programme. Mais en Algérie, les militaires comme le ministre résidant poursuivent leur mission de réorganisation.